

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	3
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	5
GLOSSAIRE	7
INTRODUCTION	9

PARTIE I :

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CADRE D'ÉTUDE ET SITUATION RIZICOLE ACTUELLE DANS LA RÉGION DU VAKINANKARATRA

CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DE LA RÉGION DE VAKINANKARATRA	13
SECTION I : Présentation de la région de Vakinankaratra	13
SECTION II : Les Atouts et les faiblesses	15
SECTION III : La présentation de la Direction Régionale Développement Rural.....	23
CHAPITRE II : LA SITUATION DES ACTIVITES RIZICOLES ACTUELLES	28
SECTION I : Les activités rizicoles, base de l'agriculture	28
SECTION II : L'encadrement des activités rizicoles	31
SECTION III : La réalisation et la situation riziculture campagne 2007-2009	42

PARTIE II :

LES ACTIVITÉS RIZICOLES DANS LA RÉGION DU VAKINANKARATRA ET SA PROFESSIONNALISATION

CHAPITRE I : LES ACTIONS ET IMPACTS A LA PROFESSIONNALISATION DES ACTIVITES RIZICOLES	49
SECTION I : les perspectives	49
SECTION II : Les actions à la professionnalisation des activités rizicoles.....	50
SECTION III : Incidences de la professionnalisation des activités paysannes sur le développement rizicole	68
CHAPITRE II: ANALYSE ET LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION	79
SECTION I : Analyse de la problématique	79
SECTION II : Les stratégies et indicateurs	81
SECTION III : Les propositions d'amélioration	84
CONCLUSION	90
BIBLIOGRAPHIE	92
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	100
TABLE DES MATIERES	101

REMERCIEMENTS

Nous n'aurions jamais pu réaliser le présent mémoire, sans la contribution et la collaboration de plusieurs personnes, à qui nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance, en particulier à :

✓ *Monsieur **RATOVOSON Seth**, Maître de conférences à la Faculté de Droit, des Sciences Économiques et de Gestion, auprès de l'Université de Toamasina, notre encadreur pédagogique, qui a accepté de prendre en charge notre travail et qui nous a, par la suite, accordé une grande partie de son temps, malgré ses diverses occupations et obligations.*

✓ *Monsieur **RARIVO Abraham**, Chef de service régional de l'Agriculture au sein du DRDR Vakinankaratra, notre encadreur professionnel qui nous a donné l'opportunité de pratiquer le recherche au sein de son service.*

✓ *Madame **RAKOTONDRANAIVO Joséane Voahangy**, Directeur de la DRDR Vakinankaratra qui a accepté cette recherche.*

Veuillez agréer nos vifs remerciements.

Nos remerciements vont également à :

✓ *Tous les membres du corps enseignant de la Faculté de Droit, des Sciences Économiques et de Gestion, plus particulièrement ceux du Département Economie, qui ont bien voulu nous prodiguer leurs connaissances durant nos années d'étude à l'Université de Toamasina.*

✓ *Tous les membres du personnel du DRDR Vakinankaratra pour leurs services dévoués ;*

✓ *Tous les membres de notre famille qui nous ont été d'un grand réconfort moral, au fil des épreuves difficiles de nos années d'études. Nos parents qui ont toujours cru en nous, en n'ayant jamais lésiné sur tous leurs moyens et ce, non seulement durant la préparation de ce mémoire, mais aussi tout au long de notre existence ; vos efforts ne seront pas vains ; notre réussite fera votre fierté.*

Nos remerciements s'adressent aussi à ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce travail, qu'ils trouvent ici notre profonde gratitude

Merci !

LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACE	: Agent de Conseil d'Encadrement
ADEFI	: Action pour le Développement et le financement des Micro-entreprises
AIOP	: Agriculteur Individuel ou Organisation Paysanne
APNV	: Approche Participative au Niveau du Village
Ar	: Ariary
BOA	: Bank Of Africa
BTM	: Bankin'nyTantsaha Mpamokatra
CAF	: Centre d'Appui à la Formation
CATF	: Cellule d'Appui Technique et Financière
CDR	: Conseiller au Développement Rural
CECAM	: Caisse d'Epargne et de Crédit Assurance Mutuels
CEFFEL	: Centre de Formation des Fruits et Légumes
CFAMA	: Centre de Formation d'Application du Machinisme Agricole
CFD	: Caisse Française de Développement
CIRDR	: Circonscription de Développement Rural
Cm	: Centimètre
CMS	: Centre multiplicateur des semences
CRS	: Catholique Relief Service
CSA	: Centre de Service Agricole
CTD	: Collectivité Territoriale Décentralisée
CTHA	: Centre Technique d'Horticole d'Antsirabe
DGDR	: Direction Générale du Développement de la Région
DGT	: Direction Générale de Trésor
DRDR	: Direction Régionale du Développement Rural
FED	: Fonds Européen de Développement
FID	: Fonds d'Intervention pour le Développement
FIFAMANOR	: Fiompiana sy Fambolena Malagasy Norvezianina
FOFIFA	: Foibem-pirenena mombany Fikarohana ampiharina ho an'ny Fampandrosoana eny Ambanivohitra
GCV	: Grenier Commun Villageois
GOPR	: Groupement Opération de Productivité Rizicole
IMF	: Institution Micro Finance
IRAM	: Institution de Recherche Agronomique de Madagascar

MAEP : Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
MCA : Millenium Challenge Account
OACI : Opération d'Appui au Crédit d'Intrants
ODI : Organisation de Distributeur d'Intrants
ODR : Opération de Développement Rizicole
OP : Organisation Paysanne
OPF : Organisation Paysanne Fautière
OPR : Organisation Paysanne Régionale
PIB : Produit Intérieur Brute
PIC : Pôles Intégrés de Croissance
PNVA : Programme National de Vulgarisation Agricole
PSDR : Projet de Soutien pour le Développement Rural
SAFP : Service Administratif, Financier et du Personnel
SCV : Système de couverture végétale
SPRSE : Service Régional de Suivi et Evaluation
SRAgri : Service Régional de l'Agriculture
SRDSF : Service Régional de Décentralisation de Sécurisation Foncière
SREL : Service Régional de l'Elevage
SRGR : Service Régional du Génie Rural
SRPAB: Service Régional de Promotion à l'Agribusiness
SRPRH: Service Régional de la Pêche et des Ressources Halieutiques
TT : Tranoben'nyTantsaha

GLOSSAIRE

Agriculture commerciale : une exploitation visant aux goûts et tendance toujours évolutifs du consommateur.

Agrobusiness : Un système organisé des activités inter relié, relatif à la production des densités agricoles (cultures, élevages, pêche et forêt). Sa transformation en produits agricoles jusqu'au marketing, distribution et commerce.

Association : C'est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou activité dans un but autre que de partager de bénéfices.

Baseline : Etat 0 ou la base d'un objectif à atteindre pendant une période de temps donnée

Capital intellectuel : C'est un technicien comme (Ingénieur ; agronome, agricole, alimentaire)

Capital physique : artisan de production qui emploie ses forces.

Coopérative : Une société civile particulière à capital et personnel variable rassemblant des personnes qui se sont volontairement groupées pour atteindre un but commun, par la constitution d'une entreprise gérée collégialement, en fournissant une quote-part équitable du capital nécessaire et en acceptant une juste participation aux risques et aux fruits de cette entreprise, au fonctionnement de la quelle les membres participent activement.

Economie d'échelle : Augmentation des quantités produites correspond à une diminution du coût unitaire de production, rapport entre production et coût de production.

Economie de marché : Une économie représentée par l'offre supérieure à la demande, la production est destinée au marché.

Economie de subsistance : Une économie dont la production est destinée à l'autoconsommation

Economie de traite : C'est la transformation de l'économie de subsistance vers l'économie du marché.

Marketing agricole : C'est collecter, comprendre et utiliser les informations sur le marché pour prendre une meilleure décision de production.

Multiplicateur d'investissement : C'est l'ensemble des effets d'investissement représentation du montant total de revenu distribué ou nombre d'emploi créé provoquent un montant multiple d'investissement primaire.

Productivité du travail : Rapport entre la production et la qualité du travail qui a été nécessaire pour l'obtenir.

Produit intérieur brut : Ensemble de richesse (biens ou services) créées sur le territoire national, c'est la somme des valeurs ajoutés.

Taux bonifiés : taux d'intérêt 2 pour cent par mois tous les IMF payés par l'Etat, le reste est payé par le bénéficiaire.

INTRODUCTION

La mondialisation de l'économie et l'émergence des nouveaux marchés à travers les nouveaux pays industrialisés créent un espace concurrentiel différent. Pour affronter la concurrence et pour la recherche de la compétitivité, beaucoup de pays cherchent à se développer, et adoptent des stratégies adéquates au développement. Pour le cas de Madagascar, 80% de la population Malagasy vivent en milieu rural et le secteur primaire englobe 75% de la population totale¹. De ce fait, le développement du pays repose essentiellement sur le secteur primaire qui représente des sources non négligeables.

D'après les études statistiques récemment effectuées, l'agriculture constitue 30% du PIB. Logiquement, cet apport est minime si on considère le nombre de main d'œuvre utilisé, car les paysans constituent à eux seuls 80% de la population². Par rapport aux pays développés, la part de la population active est importante dans les pays moins avancés, où la plupart des cultures sont seulement de subsistance. Actuellement, aux yeux de l'Etat, l'agriculture représente un potentiel primordial pour assurer « le développement rapide et durable ». Certes, des efforts ont déjà été entrepris apportant un progrès notable pour l'amélioration des techniques culturales et surtout celles qui concernent le riz.

L'objet de notre étude se concentrera sur la production rizicole dans le développement de la région du Vakinankaratra.

La potentialité agricole de Madagascar est forte, pourtant les moyens nécessaires mis en œuvre pour accéder au développement s'avèrent insuffisants ; c'est ainsi qu'au début de l'année 2004, le gouvernement de la République de Madagascar a adopté le document stratégique pour la réduction de la pauvreté (DSRP) prolongé pour le Madagascar Action Plan (MAP) pour permettre à notre pays d'accéder à un développement économique rapide et durable.

Prendre l'agriculture, comme base et l'industrie, le moteur, est la stratégie dans le cadre du MAP, cette politique constitue le quatrième engagement qui est le « Développement rural », et figure parmi les priorités citées. Pour atteindre cet objectif que

¹Politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche Décembre 2004, DRDR du Vakinankaratra, 37pages.

²Politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche Décembre 2004, DRDR du Vakinankaratra, 37pages.

l'on s'est fixé, de nombreux instruments sont adoptés parmi lesquels figure « La professionnalisation des activités paysannes », objet de la présente étude.

La pertinence de cette politique a suscité notre attention, et nous a conduit à choisir le thème « La professionnalisation des activités rizicoles dans la région de Vakinankaratra ». Afin de traiter au mieux ce thème, outre les cours théoriques obtenus durant notre cycle universitaire, à l'Université de Toamasina, nous avons aussi récolté d'importantes informations durant notre recherche à la Direction Régionale du Développement Rural. Nous avons effectué des recherches bibliographiques, également sur Internet. L'observation directe, les descentes sur terrains et entretiens ont été parmi les modes de recueil des informations. Même si certains documents n'étaient pas disponibles, les informations obtenues durant et au-delà de cette recherche nous ont donné des idées pour élaborer ce mémoire.

Dans cette option nous sommes posés la question : La professionnalisation des activités rizicoles constitue-t-elle une adrénaline pour le développement rural en particulier et le développement de Madagascar, en général ? Pour permettre d'apporter des solutions à cette question, nous allons traiter successivement les éléments suivants :

- en première partie : la présentation générale du cadre d'étude et l'activité rizicole actuelle ;
- en deuxième partie : les activités rizicoles dans la région de Vakinankaratra et sa professionnalisation.

PARTIE I :

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CADRE D'ÉTUDE ET
SITUATION RIZICOLE ACTUELLE DANS LA RÉGION DU
VAKINANKARATRA**

Comme la DRDR est le représentant du MAEP au niveau régional, les activités et les objectifs sont cadrés dans le développement rural, il est bien nécessaire de présenter la région d'étude pour mieux déterminer le cadre d'étude ainsi que la méthodologie qu'on apporte pour mettre en évidence la situation actuelle des activités rizicoles dans la région du Vakinankaratra avant de passer à l'analyse de la professionnalisation des activités rizicoles.

CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DE LA RÉGION DE VAKINANKARATRA

La région de Vakinankaratra est particulièrement notre zone d'étude, il nous faut d'abord présenter cette région et ensuite, voir les contraintes de l'agriculture.

SECTION 1 : Présentation de la région de Vakinankaratra

1.1. Sa constitution

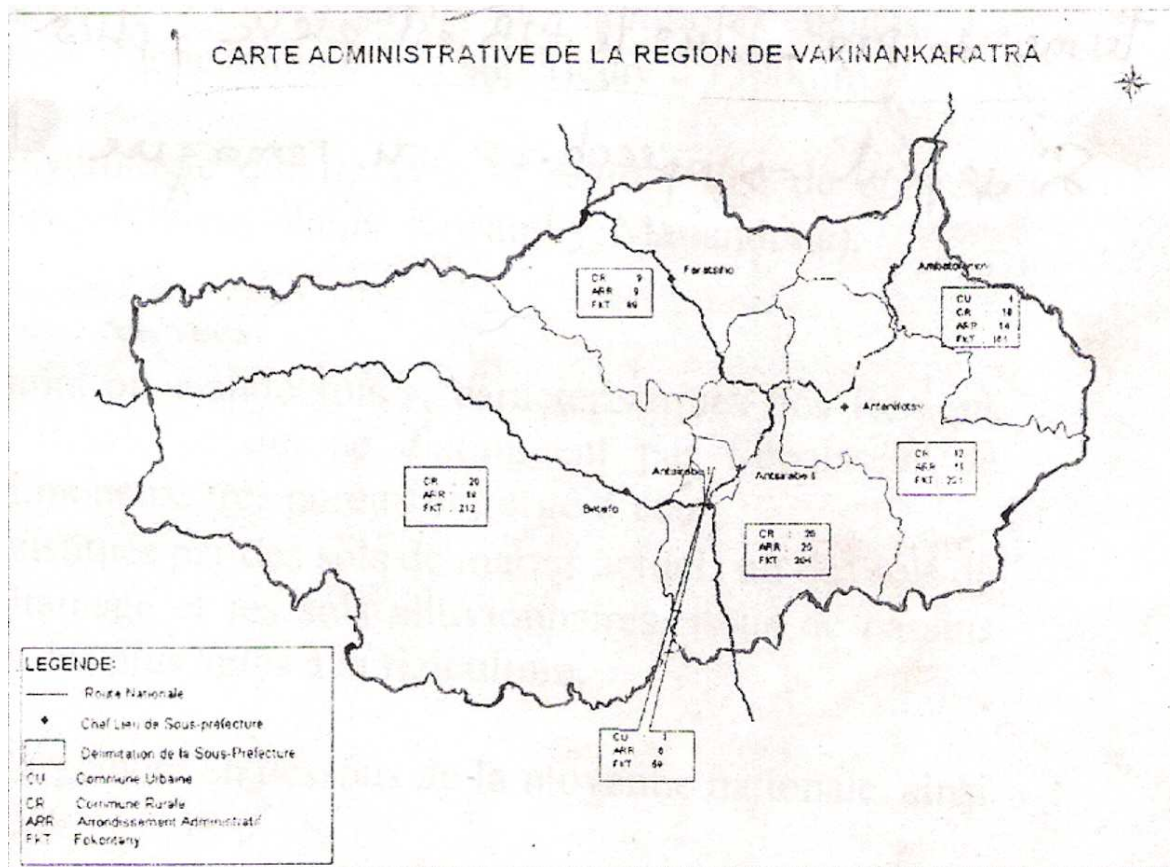
La région de Vakinankaratra est constituée de six(6) districts, à savoir Antsirabe I, Antsirabe II, Betafo, Antanifotsy, Faratsiho et Ambatolampy. Le tableau ci-après montre la répartition de la superficie par district.

Tableau n°I : Présentation de la région Vakinankaratra

District	Superficie (km2)	Découpage administrative et territorial		
		Nombre de commune	Arrondissement administratif	Nombre de fokontany
Antanifotsy	3425	11		231
Antsirabe I	180	01	06	59
Antsirabe II	2769	20	13	204
Betafo	9107	26		205
Faratsiho	2015	10		89
Ambatolampy	2188	18	13	161
Total	19684	86	32	949

Source : Monographie de la région - juin 2004

Figure n°I : présentation de la carte administrative de la région du vakinankaratra



Source : Monographie de la région du Vakinankaratra, 2009

1.2. Situation géographique¹

La région est limitée par les coordonnées géographiques suivantes :

- Entre 18°59' et 20°03' de latitude Sud
- Entre 46°17' et 47°19' de longitude Est
- Elle fait partie des hautes terres, située dans l'ex-province d'Antananarivo, sa superficie représente 27% de cette province, et se trouve à la frontière des trois ex-provinces à savoir : de Fianarantsoa, de Toamasina et de Toliara ; et en liaison directe avec cinq autres Régions : Régions d'Analamanga, Amoron'i Mania, Menabe, AlaotraMangoro et Bongolava.

1.3. Le milieu physique

Les six districts composant la région de Vakinankaratra couvrent une superficie de 19684 km² avec au centre le massif volcanique de l'Ankaratra, à l'ouest la pénéplaine

¹ DRDR : Réseau observatoire Ruraux Madagascar- Fiches signalétiques 2000

de Mandoto et au sud une succession de dépression et de cuvettes dominées par la chaîne d'Ibity.

Le climat de la région est de type « tropical d'altitude » dans les parties élevées de l'est et du centre (Antanifotsy, Antsirabe I et II, Faratsiho, Ambatolampy). Par contre, la moyenne des températures dans le moyen ouest (Mandoto) s'élève à plus de 6°C par rapport à celle de l'est. La moyenne annuelle de température se situe aux environs de 17°C avec des maxima de 25°C (octobre à novembre) et de minima de 5°C (Juin). L'amplitude est forte, en particulier en saison fraîche. Le grêle provoque parfois de nombreux dégâts. La pluviométrie décroît d'Est en Ouest dont la moyenne annuelle est supérieure à 1300mm.

La ligne de partage des eaux définit l'hydrologie qui traverse la région. Peu des données hydrologiques sont disponibles sur les fleuves (Onive, Mania, Kitsamby, Manandona).

Deux grandes catégories de sols peuvent être relevées¹ :

- Les ferralitiques humifères noirs ou « ando-sols », caractéristiques des régions situées au dessus de 2000m d'altitude et qui se distinguent par l'épaisseur de l'horizon supérieur humifère noir limoneux, très poreux et gorgé d'eau ;
- Les sols hydromorphes qui sont constitués par des sols de marais actuels ou des sols de marais anciens, modifiés par le drainage et les sols alluvionnaires, issus de bassins versants exclusivement basaltiques, les plus aptes à la riziculture.
- La couverture forestière de la région est largement en dessous de la moyenne nationale, ainsi trois Districts sur cinq sont en dessous de 3%.

SECTION II : Les Atouts et les faiblesses

2.1. Les atouts

Cette région dispose des atouts à savoir

2.1.1. Les Potentialités agricoles

Antsirabe est constituée des Fivondronana Antsirabe I et Antsirabe II.

¹DRDR : Réseau observatoire rural Madagascar- Fiches signalétiques 2000 45pages

Antsirabe II est située le plus sud. Antsirabe I est la deuxième ville de Madagascar en densité de population et au niveau industriel.

La région dispose de nombreuses opportunités dont : l'existence des surfaces cultivables (Tanety et bas-fond aménageables) du Moyen-Ouest de la région offre une grande possibilité de mécanisation de l'agriculture. A côté, il y a la présence des infrastructures telles que les réseaux hydro-agricoles, le centre de recherche régional (FIFAMANOR, FOFIFA) et les centres de formation (FORMAGRI, TOMBOTSOA, CAF, CFAMA, ...) constituent un atout majeur pour la redynamisation du développement agricole de la région ainsi que l'alphabétisation fonctionnelle. Et puis la présence des opérateurs économiques spécialisés dans l'approvisionnement en matériels agricoles et la fourniture des intrants agricoles (matériels végétaux, produits phytosanitaires). Sans dire l'existence d'organisation paysanne (groupements, Associations, coopératives), ainsi que des Institutions Financières Mutualistes.

En outre, elle est une zone à potentialités agricoles élevées, son influence économique s'étend sur les Fivondronana environnants ; Betafo est caractérisé par une économie agropastorale.

Le climat est favorable à l'agriculture. La région présente une gamme de produits agronomiques, les légumes, les fruits des pays tempérés dans la zone d'altitude de Faratsiho et d'Antsirabe. L'agriculture, activité principale de la région est caractérisée par la prédominance des cultures vivrières occupant plus de 95% de la surface cultivée. Le maïs est cultivé presque partout dans la région, du fait de la richesse des sols volcaniques.

Les cultures de pomme de terre peuvent être de type fluviale sont pratiquées en culture de rente de contre saison au riz. 73% de la production de pomme de terre consommées dans la capitale proviennent de la région Vakinankaratra. L'ensemble de la région du Vakinankaratra assure 90% à 95% de la production nationale de pomme de terre¹.

Les cultures de contre saison apportent des revenus supplémentaires aux paysans et augmentent le rendement des terres. L'amélioration des revenus des paysans peut être facilitée par le choix et la pratique des cultures qui ont les meilleurs rendements ou par le développement de techniques pour une augmentation de la productivité et des rendements.

¹ Joris MIACHON, rapport de stage du 29 Sept-24 Oct. 2008, DRDR du Vakinankaratra, 33pages.

Le développement économique de la région passe nécessairement par l'augmentation de la production agricole et le soutien aux structures qui conditionnent et sous-entendent cette performance.

La technique sans travail du sol (Zéro-labour) pourra ainsi garantir la durabilité de la production agricole et aussi d'accroître la production et le revenu des paysans et protéger l'environnement.

De tout de ce qui précède, tant au niveau des contraintes qu'à celui des opportunités les orientations du développement de la région, du moins dans le court terme, seront axées sur la promotion de la production agricole en général.

Cette promotion concernera, l'amélioration du système de production, la mécanisation agricole et l'accès aux intrants, à travers des structures d'appui, de conseil et de recherche.

Ceux-ci montrent en effet que le développement de la région du Vakinankaratra s'oriente vers le développement de la production agricole. C'est ainsi que la DRDR tient un rôle important dans le développement de cette production.

2.1.2.. Les autres activités de la région

Le dynamisme de l'élevage est un facteur de croissance important sur les bovins, porcins et le petit élevage de poulets et de canards.

Dans la branche agro-industrielle, les filières laitières, minoterie et boisson font la renommée de la ville d'Antsirabe. A côté de ces grandes unités de transformation, des petites entités artisanales commencent à se développer.

Le développement de l'industrie textile est bénéfique pour la région ; les nouvelles structures produisent exclusivement pour l'exportation. Elles ont un effet d'entraînement sur les autres activités économiques et sociales dans la région et stimulent des petits ateliers artisanaux pour satisfaire les besoins de la population locale.

2.1.3. Ville touristique

Antirabe est un pôle touristique important par sa beauté et la diversité de ses paysages, a encore un dispositif attractif, que ce soit dans la ville même ou dans la périphérie.

Les lacs Andraikiba et Tritriva, situés à quelques dizaines de kilomètres de la ville, sont aussi des sites touristiques prisés par des voyageurs et de la population locale.

L'ensemble régional est traversé par deux routes nationales en longeant la route nationale RN7 jusqu'à Ambositra, il est le passage obligatoire entre l'ex-province d'Antananarivo et celle de Fianarantsoa. En suivant la route nationale RN34 de Betafo à Miandrivazo, il relie la province d'Antananarivo à celle de Toliary.

Trois des cinq régions sont reliées par des routes bitumées accessibles tout au long de l'année. L'importance de réseaux routiers de l'ensemble de la région est un facteur de développement pour celle-ci.

La politique nationale du transport classe les routes en deux catégories pour pouvoir identifier les intersections de l'Etat. L'infrastructure reliant deux pôles attractifs facilitant ainsi l'échange des routes desservant les chefs lieux de Fivondronana permettant l'écoulement des produits vers les grands marchés.

2.2. Les faiblesses

Elles se répartissent comme suit :

2.2.1. Sur la production

Le rendement de la culture de riz est faible, il varie de 2 à 3 t/ha ; la riziculture est moins rentable par rapport aux autres cultures.

En plus, les financements externes aux moyens d'institution de micro-finance sont nécessaires, mais l'insuffisance de ses structures pénalise ainsi le développement de l'agriculture dans la région.

Pour les matières premières, la production régionale de blé et de lait ne suffit pas aux demandes des industries implantées dans la région et aussi celle-ci ne présente que des cultures de spéculations telles que : fruitières, industrielles et maraîchères.

La région dispose d'une vaste étendue de terres non exploitées, occupant plus de la moitié de l'ensemble du territoire ; les surfaces cultivables représentent 22,05% de la région du Vakinankaratra et l'exploitation de ces surfaces n'est que 57,28%¹.

¹ Joris MIACHON, rapport de stage du 29 Sept-24 Oct. 2008, DRDR du Vakinankaratra, 33pages.

L'activité de la population dans la partie non exploitée est le commerce de bovin. Elle est une zone faiblement peuplée et occupe plus de la moitié de l'ensemble du territoire.

2.2.2. Sur la répartition démographique

La population rurale représente 76,68 % de la population du Vakinankaratra. C'est la raison pour laquelle l'ensemble régional a une vocation plutôt agricole qu'industrielle. Le revenu de la population est faible ce qui explique le niveau de la pauvreté.

Les revenus de la population de l'ensemble régional sont issus de l'agriculture sauf pour Antsirabe I où il y a la présence des secteurs informels.

2.2.3. Concernant les voies

Antsirabe dispose d'un Aéroport mais aucun vol commercial ou de passagers ne transite pas dans la région. De même, une ligne ferroviaire desservait Antsirabe et Antananarivo et certaines communes d'Antsirabe. Mais ces lignes ne fonctionnent plus, la situation des routes présente des avantages c'est la raison pour laquelle les producteurs voient ainsi leurs prix et leurs produits négociés à des niveaux très bas par les collecteurs transporteurs.

2.2.4. Les Autres faiblesses

Nombreux sont les problèmes qui contribuent à freiner le développement de la région.

On peut énumérer, entre autres, la précarité des conditions juridico-sociales telles l'inadaptation de certaines réglementations au contexte Régional, l'absence sinon la caducité des certains textes notamment sur l'appropriation foncière, le non-respect des règlements en vigueur qui sont parfois des sources de conflits sociaux et d'insécurité.

En matière de production et de conduite des exploitations, les problèmes sont parfois d'ordre technique et organisationnel à savoir : l'insuffisance des semences améliorées, l'insuffisance des moyens de production, l'insuffisance d'organisations au niveau des producteurs, la non maîtrise des filières porteuses (norme et qualité, techniques de production), la difficulté d'accès au crédit, l'insuffisance des structures d'appui et de conseil. Tout cela entraîne une faible productivité au niveau des exploitations.

De plus, il est à noter la détérioration de l'environnement qui est due surtout aux feux de brousse assimilés à des actes criminels de l'homme et de l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles et qui accélèrent la dénudation des zones forestières, la baisse de la fertilité des sols, la favorisation des lavaka et la dégradation des bassins versants.

En matière d'irrigation, on constate un mauvais entretien des réseaux hydro-agricoles, une méconnaissance des textes sur la gestion, l'entretien et la police des réseaux par les usagers. L'eau n'est pas suffisamment maîtrisée, les intérêts divergent entre les utilisateurs des bassins versants et les usagers des périmètres irrigués.

Il y a l'enclavement de certaines zones causé par la dégradation des routes et des pistes rurales ainsi que l'inefficacité du système de communication en milieu rural (cas de la District de Faratsiho) qui constitue un obstacle à tout échange avec l'extérieur notamment pendant la saison pluvieuse.

Enfin, la professionnalisation des producteurs reste et restera toujours vain mot si l'analphabétisme n'est pas résolu. En effet, la couverture en matière d'éducation est encore insuffisante car le taux de scolarisation primaire est faible (51%).

2.3. La limitation des facteurs de production:

2.3.1. La limitation des facteurs de production :

L'analyse des contraintes à la production a mis en exergue de multiples facteurs, dont les principaux, contribuant à l'accroissement des coûts et à la réduction des quantités produites, sont le foncier, le financement, l'approvisionnement (semences, intrants et petits matériels) et les services d'infrastructures.

a) Le foncier :

Facteur de production par excellence, la terre sujette à de nombreuses contraintes, et notamment, du fait que :

- Les terrains cultivables sont de faibles superficies dans la partie Est de la région, d'où éparpillement de la production et difficulté de pratiquer la mécanisation.
- Les conflits relatifs au foncier sont fréquents comme : inexistence des titres fonciers, indisponibilité, manque de coordination, le laxisme, inadéquation, non transparence des droits et taxes à payer.

- Certains terrains cultivables appartenant à des privés, demeurent inexploités.
- Et peu nombreux sont ceux qui sont propriétaires de leurs exploitations, ce qui a pour effet de limiter leurs investissements.

b) Le financement :

La pauvreté des paysans se manifeste de manière criante dans leur état de dénuement, avec peu, voire point de capital matériel, qui serait susceptible de servir de garanties pour leur demande de crédits. Et le principal patrimoine, ce qui est pourtant la condition nécessaire pour être considéré comme bien nantissable ou hypothécable.

Sur un autre plan :

- Les banques, bien qu'elles présentent des taux d'intérêt plus avantageux, disposent de réseaux d'agences très peu denses, et imposent des conditions administratives lourdes au regard des pratiques et des capacités des paysans ;
- Alors que les institutions de micro-finances, du fait de la mise à disposition de services de proximité, coutent beaucoup plus chères, et malgré tout, ont un taux de pénétration encore très peu insuffisant.

c) L'approvisionnement :

- Les paysans ont beaucoup de mal pour s'approvisionner que ce soit semences (améliorées), en intrants divers ou en petits matériels ;
- Certaines organisations se sont ainsi érigées en coopératives dans ce sens, mais les efforts restent bien en deçà des besoins, compte tenu de l'immensité des étendues et de l'importance du nombre d'exploitations, près de 500 000 dans la région ;
- Et les expériences récentes en terme de distribution d'engrais, via les Tranoben'nyTantsaha, ont montré des failles à différents niveaux : insuffisance de quantités livrées par rapport aux besoins, retard de livraison par rapport au calendrier cultural, détournement des approvisionnements par certains responsables.

d) Les infrastructures :

- La région compte 945 km de route, dont 599 km praticables seulement en saison sèche et 346 km en toute saison, et par manque d'entretien, la situation de ce patrimoine risque de se dégrader encore plus¹;

¹ DRDR : Réseau observatoire rural Madagascar- Fiches signalétiques 2000 ,45pages

- Par voie de conséquence, les produits font l'objet d'échanges limités, et les coûts s'accroissent compte tenu des difficultés de communication.

e) La désorganisation :

L'état de désorganisation est manifeste tout au long des filières. En voici quelques illustrations :

La production locale commercialisée est dominée par les collecteurs, dont bon nombre sont des spéculateurs informels ;

- Les produits locaux de la région sont par ailleurs caractérisés par un faible respect des normes de qualité, du fait que les actions des initiatives d'appui de la région pour l'amélioration des normes de qualité, demeurent insuffisantes, et que par ailleurs, les entreprises ne peuvent assumer ces fonctions que dans la mesure où cela ne rentre pas dans leur vocation de base¹.

D'où la baisse de la qualité et des fluctuations importantes des prix, qui ne profitent guère aux paysans.

f) L'insécurité :

L'insécurité des personnes et des biens en milieu rural, notamment dans l'ouest de la région inhibe les possibilités d'accroissement de la production, et favorise les tendances à l'autosubsistance.

g) La pauvreté :

La pauvreté accroît la détresse sociale, d'où le dépérissement du paysage rural :

- L'exode rural des jeunes et des enfants est un phénomène en croissance continue ;
 - L'absence d'infrastructures sociales (écoles, service de santé) accentue l'aggravation du phénomène ;
 - Les maladies se propagent de plus en plus à la campagne, sans que les soins puissent être assurés, d'où une décroissance de la capacité productive de la main d'œuvre paysanne pour les travaux des champs.

¹Marie-Hélène DABAT (CIRAD) avec l'appui de Pierre FABRE, « Diagnostic et perspectives de la filière riz à Madagascar » 2000 ,132 pages

SECTION III : La présentation de la Direction Régionale Développement

Rural

Notre recherche est effectuée au sein de la DRDR. Il est donc mieux de décrire la DRDR. Elle est répartie dans les 22 régions de Madagascar. FIFAMANOR, CAF et CFAMA sont des organismes sous tutels de la DRDR, en tant qu'un organisme public. La DRDR et ses organismes sous tutels sont chargés d'appliquer la politique générale du MAEP.

3.1 : Historique et missions

3.1.1. Historique¹

En 1981, le service du développement rural est installé dans les ex-préfectures, Madagascar entre dans les premières années de la mise en place du programme d'ajustement structurel. Les bailleurs de fonds commencent à réapparaître dans le secteur agricole. Cette période est caractérisée par la naissance de nombreuses structures d'encadrement dans le milieu rural et le commencement de la structuration du monde rural.

En 1983, l'Opération du Développement Rizicole est créée.

En 1999-2000 : création du Service Régional d'Appui Technique.

2001-2002 : création de la Direction Régionale de l'Agriculture.

Le mois de septembre 2002, la Direction Régionale du Développement Rural du Vakinankaratra (DRDR) est implantée et en janvier 2004 le district d'Ambatolampy est intégré dans la DRDR du Vakinankaratra.

De 1995 à nos jours, Madagascar adopte la décentralisation effective, la privatisation, la professionnalisation. Toutes les actions partent de la planification régionale. D'après le Document Cadre de la Politique Economique, en 1999, la politique gouvernementale dans le secteur agricole vise à améliorer la croissance de la production ainsi que les conditions de vie et l'allègement de la pauvreté en milieu rural.

Nous tenons à singulariser la DRDR du Vakinankaratra car notre thème se limite à cette région, alors que chaque région a ses propres missions et objectifs.

En général la DRDR du Vakinankaratra a pour mission de promouvoir le développement du rural afin d'accroître le niveau de vie des paysans.

¹ MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, « Recueil textes Législatifs et textes réglementaires », juillet 2002

3.2. Les missions et les objectifs

3.2.1. Les missions

En tant que direction décentralisée du Ministère de l'Agriculture, l'Elevage et de la Pêche (MAEP), la DRDR, au même titre que les organismes sous tutels de ce Ministère suit la politique du MAEP. La DRDR a pour missions :

- Développer l'agriculture, l'élevage tout en préservant l'environnement ; afin de passer d'une économie de subsistance à une économie de marché ;
- Assurer une gestion transparente, rationnelle et durable des ressources halieutiques ;
- Accélérer le développement rural pour que les fruits de la croissance profitent à tous les Malgaches ;
- Valoriser le potentiel des ressources humaines du Ministère.

Avant d'accéder aux différentes missions, la DRDR du Vakinankaratra a fixé quelques objectifs que nous allons citer ci-dessous.

3.2.2. Les objectifs

Conformément à la politique générale de l'Etat (PGE) axée sur le développement rapide et durable, la DRDR se fixe comme objectifs de :

- Assurer la bonne gouvernance dans le secteur agricole ;
- Atteindre les normes internationales de qualité pour développer les exportations agricoles et agro-industrielles ;
- Augmenter les surfaces irriguées et la productivité agricole pour atteindre le même niveau que les pays asiatiques ;
- Renforcer la coopération avec les partenaires techniques et financiers pour assurer la gestion transparente et sa pérennité ;
- Faciliter l'accès au capital foncier.

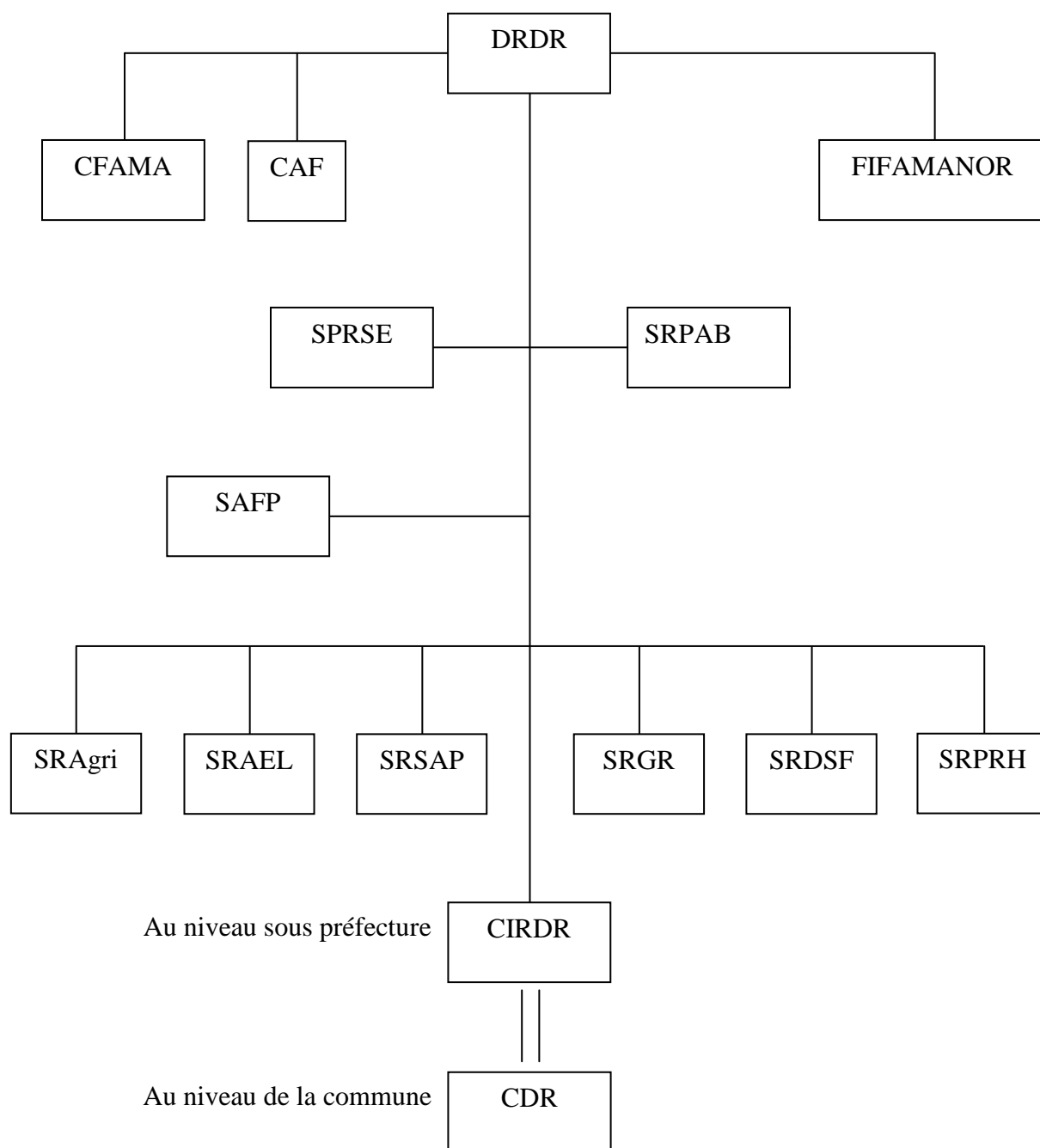
3.3. Structure organisationnelle et répartition de tâches

3.3.1. Organigramme de la Direction Régionale du Développement

Rural

L'organigramme ci-dessous retrace l'organisation de la DRDR ainsi que de son articulation avec les circonscriptions et organismes qui lui sont rattachés.

Figure n°II : Organigramme de la DRDR du Vakinankaratra



Source : DRDR Vakinankaratra, 2008

3.3. 2.La politique et l'orientation

Le phénomène de la pauvreté est beaucoup plus préoccupant en milieu rural qu'en milieu urbain. Les objectifs de la croissance économique et de réduire la pauvreté sont tributaires des performances de secteur de développement rural. Aussi, un rôle primordial est attendu de ce dernier dans la stratégie de réduction de la pauvreté.

Et le MAEP représenté par le DRDR et les organismes sous-tutels : CFAMA, CAF, FIFAMANOR se donnent la mission de :

- Accélérer le développement rural de la région pour que les fruits de la croissance sont partagés par tous les producteurs de Vakinankaratra ;
- Développer l'agriculture, tout en préservant l'environnement, afin de passer d'une économie de subsistance vers l'économie du marché ;
- Développer l'élevage, tout en préservant l'environnement, afin de passer d'une économie de subsistance vers l'économie du marché ;
- Assurer la gestion de transparence, rationnelle et durable des ressources halieutiques.

Pour accomplir cette mission, la DRDR se fixe les Objectifs ci-après :

- Assurer la bonne gouvernance dans le secteur agricole ;
- Promouvoir la diversification et la transformation des produits agricoles en encourageant les Investissements en zone rurale et le partenariat entre les groupements des paysans, les associations villageoises et le secteur privé ;
- Atteindre la norme internationale et la qualité pour développer les exportations agricoles et agro-industrielles ;
- Augmenter la productivité agricole pour atteindre le même niveau que les pays Asiatiques et augmenter la surface irriguée ;
- Renforcer la collaboration avec les partenaires technique et financière pour assurer une gestion de transparence et rationnelle et des ressources halieutiques et en assurer leur pérennité ;
- Faciliter l'accès au capital foncier

De ce fait, la région du Vakinankaratra s'appuiera sur la politique du MAEP. Cette dernière constitue le cadre de mise en œuvre des différentes actions.

Afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, et d'augmenter la productivité, la région de Vakinankaratra se propose :

- De capitaliser et renforcer les diverses actions de recherche en matière de développement rural et de recherche agricole en particulier ;
- D'améliorer l'accès de la population rurale aux intrants agricoles ;
- D'instaurer des institutions fonctionnelles ;
- D'introduire des nouvelles souches génétiques de poissons en collaborant avec les organismes de recherche ;

- De promouvoir les actions marketing ; développer et organiser les filières responsabilisant les producteurs.

3.3.3. Les fonctions de la DRDR dans la production rizicole

La DRDR entreprend un travail de conseil et d'appui technique au développement de la production rizicole.

Ses fonctions sont réalisées à partir de :

- L'élaboration de la fiche technique ;
- La fixation des objectifs de production pour chaque district ;
- La formation des techniciens de terrain et des paysans (association) à la demande ;
- Appui des communes dans la réalisation des programmes des productions ;
- Evaluation des réalisations (résultats).

3.3.4. La liaison avec les autres organismes

La DRDR est toujours en relation étroite avec tous les Organismes œuvrant pour le développement rural:

- Organismes de recherche par exemple : FIFAMANOR, FOFIFA :

Rôle du FIFAMANOR : contribue à la diffusion des techniques agro-écologiques et disposent d'un important réseau de vulgarisateurs dans les systèmes intégrant des sols fourragères régénératrices de la fertilité et dans l'écobuage dans certaines zones.

Rôle du FOFIFA : contribue à la recherche thématique sur le système SVC concernant :

- le fonctionnement biologique, physique et chimique du sol ;
- le fonctionnement du peuplement riz pluvial et ses implications pour la génomique appliquée et la création variétale ;
- les connaissances et les outils pour la protection intégrée du riz pluvial contre ses bios agresseurs au sein de la SCV.

- Fournisseur d'intrants agricoles par Exemple : Engrais, pesticide
- Fabricant des matériels agricoles par Exemple : CFAMA

Rôle du CFAMA : c'est un organisme œuvrant à la recherche de la mécanisation agricole et en vue de les vulgariser dans le milieu rural.

- Organismes d'appui en matière technique : ONG, autres

Rôle de l'ONG : organisme assurant l'appui technique des organisations paysannes.

- Centre de formation par Exemple : CAF

Rôle du CAF : organise à des différentes formations concernant aux paysans.

CHAPITRE II : LA SITUATION DES ACTIVITES RIZICOLES ACTUELLES

SECTION I : Les activités rizicoles, base de l'agriculture

Le riz est la céréale la plus cultivée et importante dans le monde. Il entre dans l'alimentation humaine et constitue une nourriture de base pour la grande partie de la population et surtout pour les malgaches. Le riz est la principale culture de MADAGASCAR non seulement parce que le volume de production est relativement importante par rapport aux autres produits, parce que le riz concerne un total risque de la population rurale. Certes, la grande majorité des agriculteurs malgaches cultive du riz (aliment de base). Deux types de riziculture sont utilisés : la riziculture irriguée et la riziculture pluviale. Pourtant, la production des autres cultures vivrières ne cesse d'augmenter, comme par exemple, la pomme de terre, le maïs, le manioc, la patate douce et l'haricot. On enregistre depuis peu un déficit majeur causé par un rendement faible. En effet, ce dernier est dû à la pauvreté du sol et à la moindre utilisation d'engrais chimique. Cependant, la croissance annuelle de la demande de riz ne cesse d'augmenter de 2,1%.

1.1. Description de la filière riz

Le riz constitue l'aliment de base des Malgaches. La consommation de riz est classée parmi la plus forte du monde : en moyenne 120kg/ tête/ an. La variété la plus consommée est locale (90% des ménages).

Le riz occupe une dimension socioculturelle importante, étant impliquée dans les différents rites, joie ou malheur. La riziculture constitue l'activité principale des agriculteurs dans presque toutes les régions.

Par ce contexte socio-économico-culturel du riz, on peut appréhender toute la dimension du problème posé par le défi lancé qui est de viser une augmentation rapide de la production dans un laps de temps relativement court, afin de réduire le déficit de production actuelle et de permettre au pays de redevenir exportateur net de riz.

1.2. Importance de cette filière

L'économie nationale est largement dominée par le riz ; 70% de la population totale et 80% de la population agricole font de la riziculture¹. La filière Riz constitue la

¹ DRDR : Politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche Décembre 2004, 37pages

première activité économique en terme de volume, générant une valeur ajoutée non négligeable. Elle contribue aussi au PIB en terme courant, et une part considérable au PIB agricole qui constitue au PIB total. Aussi, les performances du secteur agricole est de manière significative dans l'économie nationale.

Les superficies régionales relatives aux systèmes de riziculture sont de : 6500 hectares pour la riziculture pluviale (riz sur Tanety) et 104197 hectares pour la riziculture irriguée.² La production par système de riziculture est estimée sur la base de rendement des rendements moyens.

1.3. Le milieu naturel

Madagascar se trouve dans la zone favorable à la riziculture. Madagascar présente des conditions physiques relativement adaptées à la riziculture mais toutefois variables suivant les régions. De vastes plaines aménagées favorables à la riziculture intensive irriguée existent, sur lesquelles on trouve des producteurs déjà orientés vers le marché et obtenant des bons rendements.

Pour le riz pluvial, le climat est relativement favorable environ la moitié de la superficie totale. Ce type de riziculture est encore peu important mais offre des possibilités de développement non négligeables.

1.4. Le climat

Le riz est une plante exigeante en chaleur et en humidité. Les conditions idéales pour sa culture correspondent à une température constante de 32°C durant tout son cycle en sol saturé d'eau (d'après les chercheurs Japonais KIKAU et TOJO). En fait, le riz est cultivable partout où il peut trouver une température moyenne, en saison de culture, de 25°C ; la température minimale de l'eau d'irrigation est égale à 14°C.

Le riz aime l'ensoleillement prolongé, ce qui explique que les rendements sont, en général, plus élevés dans les cultures effectuées en saison sèche (avec irrigation) que dans celles effectuées en saison de pluie. Par contre, le froid prolonge la durée du cycle végétatif. Certaines conditions de climat, telles que la période nuageuse, l'humidité relative de l'air élevée augmentent la sensibilité des plantes aux maladies.

²DRDR : Politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche Décembre 2004, 37pages.

1.5. Les sols¹

1.5.1. La fertilité

La fertilité du sol est exigée pour avoir un bon rendement. Cette fertilité provient de l'apport d'engrais et de l'arrière effet de la culture de contre saison sur rizière. En plus l'amélioration de terre avec plusieurs moyens et méthodes de culture rend la terre fertile.

1.5.2. Le sol à riz aquatique

Les plantes alluviennes constituent le milieu le plus naturel pour le riz irrigué, car s'y trouvent en général réunies une certaine richesse du sol en éléments minéraux, de la matière organique et de l'humidité. Le rendement en paddy est alors fonction du type d'alluvions et de la nature des roches de ces alluvions.

1.5.3. Le sol à riz pluvial

Dans le cas de riziculture pluviale, en dehors des différents éléments que l'on peut tirer de l'examen du profil cultural du sol, il convient de se rappeler que le riz est une plante exigeante en eau et donc de tenir compte de beaucoup plus des possibilités de mise en réserve d'eau dans des sols en eux-mêmes. Aussi, ce qui importe c'est de savoir si le sol peut ou ne peut pas mettre facilement de l'eau à la disposition de la plante.

1.6. L'eau

Le riz, qu'il soit pluvial ou irrigué a besoin d'un minimum d'eau assez élevé pour se développer.

L'eau nécessaire à la culture provient en majeure partie des pluies. C'est donc le démarrage de la saison des pluies qui fixera bien souvent la date de semis du riz. En plus de la notion générale de la quantité d'eau pour assurer un cycle cultural complet, l'existence du barrage hydraulique aussi est très importante pour la maîtrise d'eau.

1.7. Les semences

La semence tient un rôle important pour la production du riz car elle est le point de départ pour avoir un bon rendement. Pour obtenir les résultats les plus favorables au moment de l'utilisation commerciale de la récolte de riz, c'est-à-dire de son usinage en vue de la consommation, il est recherché une très grande homogénéité dans les lots de paddy.

¹ www.maep.gov.mg

Les dimensions du grain doivent se situer dans les limites aussi étroites que possible. Ceci n'est possible qu'avec des variétés bien stables et dont la pureté est maintenue grâce à un programme de multiplication de semences qui permet un réapprovisionnement régulier des producteurs en semences de très bonnes puretés variétales. Les semences améliorées utilisées actuellement sont : le X 265, le 1285, FOFIFA 160, etc.... pour le riz pluvial.

Dans le cadre de chaque projet, il convient donc de calculer la quantité de semences nécessaires pour subvenir aux besoins de la totalité des hectares à semer et de se fixer la durée de renouvellement de la semence (tous les ans, tous les deux ou trois ans).

1.8. Les matériaux

Il existait depuis longtemps déjà des charrues à Madagascar pour effectuer les labours, en particulier des rizières, encore que le labour lui-même est souvent fait à la bêche (Angady). Les autres façons culturales sont toutes manuelles, sauf le sarclage (à la houe rotative, ...) pour ceux qui pratiquent la culture en lignes, qui est un acquis pour les riziculteurs du Vakinankaratra.

Récemment, une série de matériels (charrue, herse, houe tanety, houe rotative, ...) ont été fabriqués à Madagascar en liaison avec une vaste action de vulgarisation en matière d'activités rizicoles. Ces matériels sont adaptés aux techniques de riziculture et tiennent également compte des opérations de diversification qui sont parallèlement menées.

SECTION II : L'encadrement des activités rizicoles

2.1. L'encadrement rizicole dans le Vakinankaratra

2.1.1. Le domaine d'intervention

a. La production

Plusieurs organismes étatiques et privés interviennent dans la région du Vakinankaratra. Ces organismes de plus de 40 ont pour objectif commun : le développement rural par le biais des techniques agricoles améliorées.

Cet environnement technique favorable contribue en partie à la réceptivité de la population. De plus, les paysans sont contraints d'intensifier et de diversifier leurs activités à cause de la pression démographique et des contraintes foncières. Cette réceptivité de la population se manifeste par une certaine facilité à adopter les innovations (rizicoles ou non) qui pourraient apporter un supplément de revenus monétaires.

Dans les différents domaines d'intervention des encadrements dans le Vakinankaratra, nous tenons à évoquer par la présence des organismes qui sont des pieds dans l'économie du riz. Le riz constitue la base de notre nourriture, plusieurs mesures ont été prises et d'autres en cours pour avoir un grand développement de la production rizicole, non seulement en terme d'encadrement mais aussi en tant que recherche.

b. Recherche/ Vulgarisation¹

Dans le Vakinankaratra où nous conduisons notre recherche est accès sur l'économie de la filière rizicole, l'encadrement a eu lieu depuis les années 60 : vulgarisation par le Groupement Opération de Productivité Rizicole (GOPR) dans le cadre des subventions des intrants et octroi (gratuit) des terrains aux agriculteurs mettant en valeur de nouveaux marais et la recherche par l'Institut de Recherche Agronomique de Madagascar (IRAM), reprise par le FOFIFA par la suite.

Ces actions ont été poursuivies par de Projets/Programmes tels que :

- O.D.R. ou Opération de Développement Rizicole de 1983 à 1989, Opération de Développement Rural de 1990 à 1996.
- P.N.V.A. ou Programme National de Vulgarisation Agricole de 1997 à 2000.
- C.S.A. ou Centre de Service Agricole de 2006 à nos jours

c. La Formation

La formation consiste à un transfert de technologie à travers ces différents Projets/Programmes en fonction des résultats de Recherche.

Actuellement on assiste au développement d'organisation de Formation de type privé telles que : IREDEC, CRS, ...

d. La Finance rurale

L'ODR, par le biais de son système de crédit associatif à caution solidaire et du grenier commun villageois, arrive à bien stimuler la promotion rizicole dans l'ensemble des Hauts plateaux en général et dans le Vakinankaratra en particulier, en partenariat avec la BTM (actuelle BOA).

Des Institutions Financières Mutualistes opérant également dans la filière riz : ex. CECAM.

¹ Emile LE VASSEUR, « Cours d'économie rurale, Hachette et Cie 1867 », 29 Nov 2007, 344 pages

Au niveau de notre recherche, l'axe sur l'économie de la production et l'économie des produits va compléter les analyses faites au niveau des paysans producteurs

2.1.2. Les structures et les modes d'organisation

a. Les structures de production

La structure de production est constituée par des producteurs (ménages), des associations ou des coopératives. Il existe également des opérateurs économiques qui commencent à s'investir dans le domaine de la production rizicole c'est-à-dire se professionnaliser dans son activité rizicole.

En matière d'approvisionnement (semences, engrais, pesticides), seules quelques organisations de producteurs ; notamment les coopératives, s'organisent pour bénéficier des avantages des achats groupés et de crédit.

b. Les structures d'appui

Les appuis techniques :

- Les services centraux et déconcentrés du MAEP qui ne jouent plus qu'un rôle de conseil depuis la fin du PNVA ;
- Le centre régional de recherche du FOFIFA qui fournit les technologies adaptées selon les espèces et les zones de production ;
- Les ONG qui encadrent les organisations paysannes ;
- Les projets de développement rural qui appuient les producteurs directement ou par le biais des prestataires de service (PSDR, FID,...)
- Les structures de production de semences : CFAMA
- Les structures privées d'approvisionnement en engrais et matériels agricoles : Sociétés, ONG.

Les appuis financiers :

Les réformes menées par le gouvernement visent à créer un environnement favorable au développement des marchés de financement et concernant notamment la privatisation des banques primaires et le développement de la micro finance de proximité.

Ces deux systèmes devront se compléter sur les niveaux des montants des crédits alloués et sur la couverture spatiale d'intervention. Les financements ruraux sont assurés par plusieurs institutions aux modalités et règles de crédits spécifiques :

- Les banques primaires comme la BOA pour les financements importants (investissements, commercialisation,...) ;
- Les institutions financières mutualistes (CECAM, ADEFI,...)
- Les ONG et projets de développement (PSDR, FID) qui utilisent des lignes de financements provenant des bailleurs de fonds ;
- Les ONG confessionnelles (CRS, FAFAFI/SPAM,...)

c- Les structures de commercialisation¹

La structure de commercialisation du riz est constituée par les agents de la filière (producteurs, opérateurs). Son fonctionnement global est le suivant :

- Les producteurs amènent directement le paddy à un transformateur (décortiquerie, ou rizeries). Le prix se fixe suivant le cours du marché. Il n'existe aucun contrat entre les deux parties.
- Les collecteurs travaillent soit pour un rizier ou un grossiste, soit directement avec les producteurs. Ils peuvent être sous collecteurs. Les transactions se font au cours du marché par contrat entre collecteurs / sous collecteurs et riziers. La rémunération consiste en commission sur le tonnage effectué. En général, l'opérateur octroie une avance au sous collecteurs pour payer ses patentes et droit de balance, mais il peut aussi les payer lui-même.
- Les grossistes achètent aux collecteurs les paddy qu'ils usinent. Ils disposent d'une certaine capacité de stockage et de profit, notamment en période de soudure.
- Les transformateurs : des riziers ou des décortiqueuses.

Au-delà de ces structures, la politique actuelle du Gouvernement encourage la création d'associations de producteurs, de coopératives agricoles et de grenier communautaire afin qu'ils intègrent dans le circuit commercial du riz, participent aux systèmes de fixation des prix et approvisionnent la population¹.

¹ MIACHON Joris: RAPPORT DE STAGE du 29 Septembre au 24 Octobre 2008,33pages

¹ René MAURIN, Jacques GUIN « Economie politique », Edition, 1996, 179 pages

2.2. Les stratégies et les résultats attendus

2.2.1. Les stratégies et moyens utilisés par la DRDR

Plusieurs stratégies ressortissent de la compétence du gouvernement. On implante des sites pilotes de développement par district et par filière en tendant vers des spécifications régionales. L'amélioration de l'accès des producteurs aux différents facteurs de production est importante comme la vente directe des intrants aux prix abordables. Ensuite, on renforce la collaboration avec les différents partenaires : BOA, CECAM, distributeurs d'intrants. Et on élabore des programmes liant aux différents acteurs de développement publics, privés, producteurs, industriels, recherches, ONG...

La favorisation de la production pour le marché est faite pour :

- identifier les produits/marché à cibler pour les zones ;
- encourager les paysans à produire pour ces marchés ;
- définir et diffuser les normes pour ces produits ;
- faire du marketing.

Il faut améliorer la productivité en créant des appuis à la structuration paysanne.

On facilite la mise en place de groupement de producteurs de semences.

On favorise la mécanisation, développe la recherche dans ces zones et diffuse les bonnes pratiques par un meilleur encadrement de paysans publics ou privés.

2.2.2. Les techniques diffusées²

a- La riziculture irriguée

1- SRI ou Système de Riziculture Irriguée : fut l'instrument de base en terme de révolution verte qui est la plus utilisée dans la région pour obtenir de revenu brute ou production brute la plus élevée possible, il peut être à base de capital qui nécessite un capital foncier à valeur élevée des matériels.

Pour accéder à ce système, il y a 5 piliers qui motivent ce système de production :

- Semences améliorées ;
- Apport en engrais ;
- Utilisation des machinismes agricoles ;
- La bonne maitrise de l'eau ;
- La technique culturale.

² www.agriculture.gov.mg/pdf/doc-9-SEHMPO-typo-riz-pdf

L'objectif de la révolution verte est de changer le comportement paysan qui est typiquement traditionnel vers la professionnalisation.

✓ Les semences améliorées

Premièrement, on passe au pré germination pour une levée régulière des grains : Leur trempage dure 36 heures en eau tempérée, (facile à faire) – 12 à 18 heures seulement en eau tiède à entretenir. Les grains légers qui surnagent sont éliminés. Pour leur désinfection éventuelle : 2 kapoaka dans 1,5 litres d'eau avec 1 petite cuillerée à café de ranomena (distillation locale d'os de bœufs surchauffés) – durée 6 heures (durant et au milieu de ce trempage).

Mettre ensuite le sac de semences dans un compost à chaleur douce ou dans un trou à terre, chauffé. Laissé plus simplement à l'abri de l'air à la maison, les germes pointent aussi sans tarder. Durée moyenne de germination : 3 jours.

A proximité des rizières on a préparé la ou les planches de semis (1m x10m). 10m² conviennent pour l'ensemencement de 450g de petites graines (2 kapoaka) pour emblaver 10 ares (et proportionnellement moins pour plus petites rizières).

On sème les semences pré germinée sur une petite place suivant la quantité qui lui convient, exemple :

Tableau n°II : Présentation du taniketsa et les semences qui lui conviennent pour le SRI :

Quantité	Superficie du Taniketsa	Superficie de la rizière
6kg ou 30 gobelets	1 are	1 Ha
1 gobelet	3 m ²	300m ² ou 3 ares
1/3 gobelet	1 m ²	100m ² ou 1 are

Le rendement moyen pour le SRI est de 6T/Ha.

✓ Les engrais

Il est indispensable de mettre d'engrais organiques, de l'urée et du NPK.

Pour une superficie d'un hectare, la quantité d'apport en engrais est de 200 kg/Ha.

✓ Le machinisme agricole

L'utilisation de la mécanisation agricole serait indispensable à travers cette activité rizicole puisqu'elle augmente la productivité et permet de mieux travailler et surtout d'effectuer les travaux au bon moment c'est-à-dire il y a le respect du calendrier cultural et aussi augmente la vitesse de rotation des cultures.

✓ Les techniques culturales

On passe au repiquage et après la mise en boue - au rouleau hérisson par exemple. Un surfacage régulier est assuré à l'aide d'une plane.

La pépinière est arrosée. A l'angady (bêche) les plants sont prélevés en plaques de gazon déposées sur planche, plateau, couvercle... (ici sur feuille de sisal) pour le transport.

Chaque jeune plant de 2 feuilles est ainsi prélevé, avec sa terre si possible. C'est là un grand moment « SRI ».

Deux impératifs à bien observer :

- 1- Ne repiquer que de très jeunes plants de 2 feuilles.
- 2- Les disposer brin par brin, espacés entre eux.

Chaque plant peut développer ses talles n°1 puis n°2 (et 4 autres progressivement) à conditions expresses :

* ne pas être serré contre d'autres

* ne pas être stressé (ou dérangé par le repiquage) au moment ... d'enfanter.

La 1^{ère} talle en se multipliant à son tour peut donner 40% des graines de la touffe. La 2^{ème} peut en fournir 20%. Paralyser ces 2 premières talles au départ c'est perdre au moins la moitié de la production du plant.

En SRI, on soigne bien les premiers jours productifs du riz !

Un écartement de 30 à 40 cm entre plants est généralement convenable. On pourra toutefois – sur rizière quelconque repiquer plus serré.

Repiquer superficiellement sans racines retroussées.

Ce repiquage se fait au carré (30 x 30) ou (40 x 40)

- pour une bonne répartition des plants et évaluation des surfaces.
- pour faciliter les sarclages croisés.

On apprend ici que sur bonne rizière il sera porté à 33x33

Le SRI 30x30 admet donc 16 plants au m² et le 40x40 (en se développant plus) 9 seulement au m².

Le repiquage se fait à la corde, jalonnée (A) qui se déplace de ligne en ligne parallèle sur l'indication des cordeaux jalonnés d'accotements (de positionnement en B et D).

Leur disposition schématisée (proches de l'angle droit) se fait dans le respect d'un point O à conserver d'un même côté pour de bons alignements croisés.

Sur corde (de 2mm à 3 brins), les jalonnements peuvent se faire de bout de corde, de chiffons roulés ou bout de feuilles plastiques s'y insérant, enroulés et noués.

2 autres nouveaux slogans assurent en SRI l'efficacité des 2 premiers :

- 3) Sarcler au plus tôt et couramment pour éviter les mauvaises herbes pour le SRI le sarclage est tellement obligatoire à être répété de plus de quatre fois décaler de 10 jours dès sa plantation.

- 4) Entretenir l'humidité du sol (sans noyade prolongée) surtout pendant la saison de pluie.

✓ La maîtrise de l'eau

- Premièrement, il ne faut pas introduire de l'eau dans la rizière 2 à 4 jours de la plantation ;

- Après, on introduit l'eau le soir (de 1 à 2cm) et on le laisse sécher la journée pour que la rizière puisse avoir de la chaleur ;

- S'il pleut, on n'introduit plus de l'eau et s'il y en a trop on l'enlève.

- 3 à 4 fois à 10 jours d'intervalle après fine couverture d'eau pour ramollir la terre sans coller à l'outil. (7 à 10 jours après repiquage, à la main ou au pied, les autres fois à l'outil en passes simples ou croisées).

- la sarceuse à lames fixes préserve les racines, permet d'aller vite et sans fatigue.

- sur petites surfaces, du genre « mixte à patin », pour utilisateur seul est très apprécié.

Remarques importants :

Autre que ces cinq piliers ainsi que le système du sarclage, il est important :

- une lutte contre les insectes nuisibles c'est-à-dire protection phytosanitaire ;

- assèchement de la rizière 15 jours avant la récolte

2- SRA ou système de Riziculture Améliorée¹; de même que celui du SRI mais, il se présente comme suit :

¹ www.agriculture.gov.mg/pdf/doc-9-SEHMPO-typo-riz-pdf

✓ les semences améliorées

Premièrement, on passe au pré germination pour une levée régulière des grains :

Leur trempage dure 36 heures en eau tempérée, (facile à faire) – 12 à 18 heures seulement en eau tiède à entretenir. Les grains légers qui surnagent sont éliminés. Pour leur désinfection éventuelle : 2 kapoaka dans 1,5 litres d'eau avec 1 petite cuillerée à café de ranomena (distillation locale d'os de bœufs surchauffés) – durée 6 heures (durant et au milieu de ce trempage).

Mettre ensuite le sac de semences dans un compost à chaleur douce ou dans un trou à terre, chauffé. Laissés plus simplement à l'abri de l'air à la maison, les germes pointent aussi sans tarder. Durée moyenne de germination : 3 jours.

A proximité des rizières on a préparé la ou les planches de semis (1m x10m). 10m² conviennent pour l'ensemencement de 450g de petites graines (2 kapoaka) pour emblaver 10 ares (et proportionnellement moins pour plus petites rizières).

On sème les semences pré germinée sur une petite place suivant la quantité qui lui convient, exemple :

Tableau n°III : Présentation du Taniketsa et les semences qui lui conviennent en SRA :

Quantité	Superficie du Taniketsa	Superficie de la rizière
6kg ou 30 gobelets	1 are	1 Ha
1 gobelet	3 m ²	300m ² ou 3 ares
1/3 gobelet	1 m ²	100m ² ou 1 are

Le rendement moyen obtenu du SRA est de 4,5T/Ha.

✓ Les engrais

Il est indispensable de mettre d'engrais organique, l'urée et le NPK.

Pour une superficie d'un hectare, la quantité d'apport en engrais est de 200kg/Ha

✓ Le machinisme agricole

L'utilisation de la mécanisation agricole serait indispensable à travers ces activités rizicoles puisqu'elle augmente la productivité car elle permet de mieux travailler et surtout d'effectuer les travaux au bon moment c'est-à-dire il y a le respect au calendrier cultural et aussi augmente la vitesse de rotation des cultures.

✓ Les techniques culturales

On passe au repiquage et après la mise en boue - au rouleau hérissé par exemple. Un surfaçage régulier est assuré à l'aide d'une plane.

La pépinière est arrosée. A l'angady (bêche) les plants sont prélevés en plaques de gazon déposées sur planche, plateau, couvercle... (ici sur feuille de sisal) pour le transport.

Chaque jeune plant de 4 feuilles est ainsi prélevé, avec sa terre si possible. C'est là un grand moment « SRA ».

Deux impératifs à bien observer :

- 1- Ne repiquer que de très jeunes plants de 4 feuilles.
- 2- Les disposer brin par brin, espacés entre eux.

Chaque plant peut développer ses talles n°1 puis n°2 (et 4 autres progressivement) à conditions expresses :

- * ne pas être serré contre d'autres
- * ne pas être stressé (ou dérangé par le repiquage) au moment ... d'enfanter.

La 1^{ère} talle en se multipliant à son tour peut donner 40% des graines de la touffe. La 2^{ème} peut en fournir 20%. Paralyser ces 2 premières talles au départ c'est perdre au moins la moitié de la production du plant.

Dans le SRA, on soigne bien les premiers jours productifs du riz !

Un écartement de 25cm entre plants est généralement convenable. On pourra toutefois – sur rizière quelconque repiquer plus serré.

Repiquer superficiellement sans racines retroussées.

Ce repiquage se fait au carré (25x25)

- pour une bonne répartition des plants et évaluation des surfaces.
- pour faciliter les sarclages croisés.

On apprend ici que sur une bonne rizière il sera porté à 33x33

Le SRA 25x25 admet donc 16 plants au m² et le 33x33 (en se développant plus) 9 seulement au m².

Leurs dispositions schématiques (proches de l'angle droit) se font dans le respect d'un point O à conserver d'un même côté pour de bons alignements croisés.

Sur corde (de 2mm à 3 brins), les jalonnements peuvent se faire de bouts de corde, de chiffons roulés ou bouts de feuille plastique s'y insérant, enroulés et noués.

2 autres nouveaux slogans assurent en SRA l'efficacité des 2 premiers :

- 3) Sarcler au plus tôt et couramment pour éviter les mauvaises herbes de préférence par 10 jours décaler et se répète 3 fois suffit.

- 4) Entretenir l'humidité du sol (sans noyade prolongée)

✓ La maîtrise de l'eau pour le SRA

- Premièrement, il ne faut pas introduire de l'eau dans la rizière 2 à 4 jours de la plantation ;
- Après, on introduit l'eau le soir et on le laisse séché la journée pour que la rizière peut avoir de la chaleur ;
- S'il pleut, on n'introduit plus de l'eau et s'il y en a trop on l'enlève.
- 3 à 4 fois à 10 jours d'intervalle après fine couverture d'eau pour ramollir la terre sans coller à l'outil. (7 à 10 jours après repiquage, à la main ou au pied, les autres fois à l'outil en passes simples ou croisées).
- la sarceuse à lames fixes préserve les racines, permet d'aller vite et sans fatigue.
- sur petites surfaces, du genre « mixte à patin », pour utilisateur seul est très apprécié.

Remarques importantes pour le SRA:

Autre que ces cinq piliers ainsi que le système du sarclage, il faut :

- une lutte contre les insectes nuisibles c'est-à-dire protection phytosanitaire ;
- assèchement de la rizière 15 jours avant la récolte

b- La riziculture pluviale

- Labour précoce
- Labour de reprise
- Semences améliorées et traitées
- Fertilisation organique et minérale
- Semis en ligne
- Sarclages répétés
- Protection phytosanitaire

SECTION III : La réalisation et la situation riziculture campagne 2007-2009

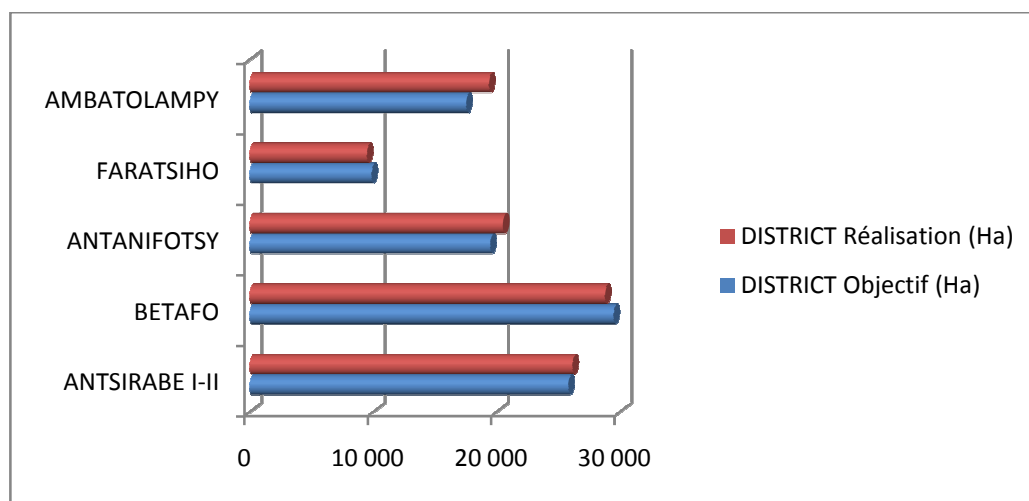
3.1. Tableau n°IV : Superficie total en riziculture

DISTRICT	RIZICULTURE TOTALE		
	Objectif (Ha)	Réalisation (Ha)	%
ANTSIRABE I-II	25 788	26 135	101,3
BETAFO	29 460	28 755	97,6
ANTANIFOTSY	19 467	20 500	105,3
FARATSIHO	9 840	9 450	96,0
AMBATOLAMPY	17 514	19 357	110,5
VAKINANKARATRA	102 069	104 197	102,1

Source : DRDR, 2009

D'après notre tableau ci-dessus, ces proportions d'augmentation de surface d'exploitation rizicole par district marquent déjà la démarche de la professionnalisation. Mais la fertilité du sol ainsi que le moyen qu'ils disposent permet l'augmentation du rendement et leur revenu. Le rendement moyen qu'ils récoltent avec ces surfaces est de 4,5T/Ha et le revenu de 2250000 Ar/Ha.

Figure n°III : Présentation de la surface riziculture totale;



De ce tableau, on peut constater qu'en terme de développement des surfaces agricoles à cultivées (SAU), la Baseline a été dépassée pour les quatre districts à part de Betafo et Faratsiho qui ne sont pas loin d'être réalisés par rapport à l'objectif que le DRDR se fixait. De ce fait, ce résultat motive bien les activités rizicoles en dépassant déjà du problème des surfaces agricoles utilisées qui est l'une des principales contraintes pour améliorer les activités rizicoles.

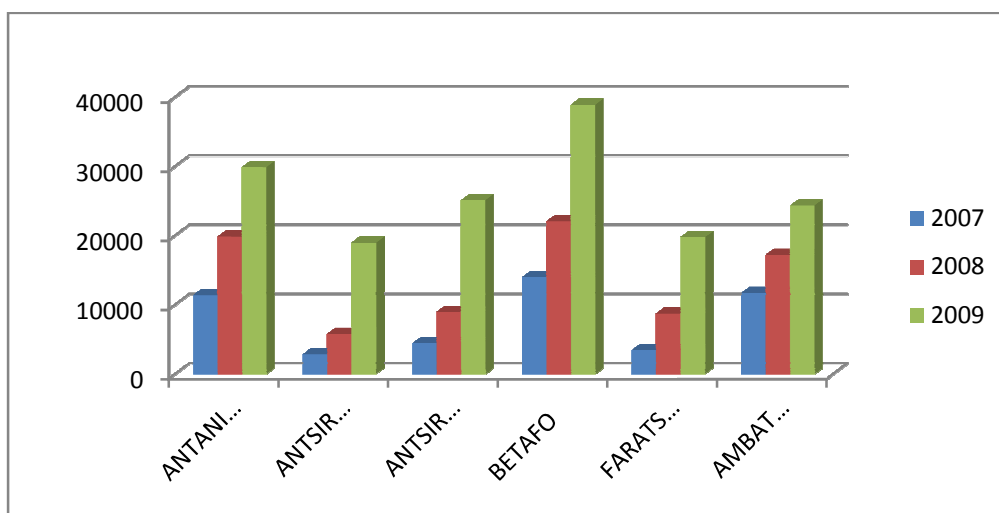
3.2. Tableau n°V : production rizicole (1^{er} saison)

DISTRICT	Production en tonne(T)		
	2007	2008	2009
ANTANIFOTSY	11350	19840	28850
ANTSIRABE I	2845	5790	16985
ANTSIRABE II	4440	8975	23105
BETAFO	13985	22030	37890
FARATSIHO	3435	8740	19780
AMBATOLAMPY	11720	17225	24330
TOTAL	47810	82600	150940

Source : DRDR Vakinankaratra, 2009

D'après ce tableau n°V, concernant la production rizicole de 1^{ère} saison durant les trois années consécutives. Nous aborderons que chaque année qui suit, le rendement augmente. Mais dans cette première saison, la riziculture n'est pas assez bonne et le rendement est assez faible car le rendement moyen durant cette période est de 2,5 à 3T/Ha.

Figure n°IV : Présentation de la production rizicole (1^{er} saison)



Cette figure ci-dessus nous montre ici que l'évolution de la production par années d'exercice. Dans cette 1^{ère} saison, les paysans courent à une production pour la consommation.

En 2007, la production est de 47810T, en 2008 elle est de 82600T et en 2009 la production a presque doublé dans tous les districts. Cela nous permet de dire que la professionnalisation a eu lieu déjà.

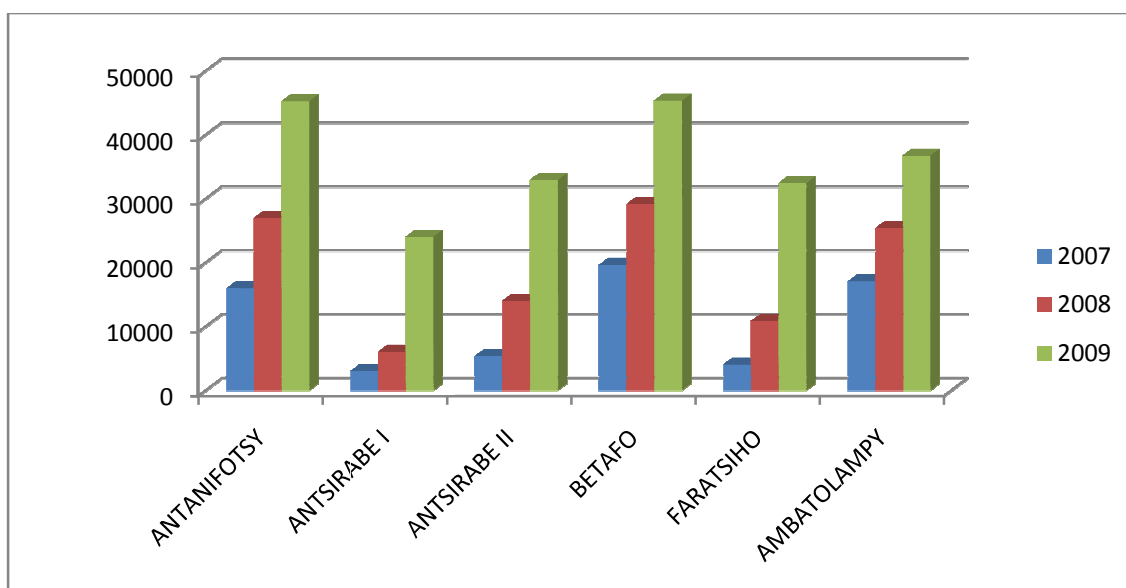
3.3. Tableau n°VI : production rizicole (2nd saison)

DISTRIC	Production en tonne		
	2007	2008	2009
ANTANIFOTSY	15955	26975	45250
ANTSIRABE I	3055	6040	24060
ANTSIRABE II	5360	14030	32960
BETAFO	19660	29180	45375
FARATSIHO	4050	10875	32450
AMBATOLAMPY	17050	25375	36750
TOTAL	63280	112475	216845

Source : DRDR Vakinankaratra, 2009

Ce tableau ci-dessus nous montre que les productions dans la 2^{ème} saison durant ces trois années mêmes sont assez élevées qu'en 1^{er} saison. C'est au cours de cette saison que les producteurs procurent assez de rendement pour leur fonctionnement puisqu'ici le rendement moyen pendant cette saison est de 4,5T/Ha.

Figure n°IV : Présentation de la production rizicole (2nd saison)



Ce figure n°IV, nous montre que l'accroissement de la production pendant ces trois années dans chaque district a presque doublé car en 2007, elle était de 63280T, en 2008 : 112475T et enfin en 2009 c'est presque le double qui est de 216845T.

Constat :

La spécialisation permet d'accroître la production dans la région pour une consommation de fraction de production et permet de satisfaire un plus grand nombre de besoin.

De ces deux tableaux, on voit une grande différence en termes de production dans chaque saison pour chaque année.

Pour l'année 2007, 2008 et 2009 la production en 2^{ème} saison a une avantage comparative sur par rapport à la 1ère saison, c'est-à-dire que la 2^{ème} saison est plus productive que celle du 1^{er}. Puisqu'il pour la 2^{ème} saison s'agit le moment idéal à la riziculture.

En guise de conclusion, le riz tient une place importante dans la région du Vakinankaratra.

La DRDR mène des activités qui correspondent au développement de la production rizicole, donnant des conseils et apportant un appui technique aux paysans durant ces trois années. Ceci entraîne l'accroissement de la production, alors que l'augmentation de celle-ci est le résultat de quelques techniques que la production va satisfaire les besoins de la région. C'est pour cela que la professionnalisation va être prise en compte pour aller encore plus loin.

PARTIE II :

**LES ACTIVITÉS RIZICOLES DANS LA RÉGION DU
VAKINANKARATRA ET SA PROFESSIONNALISATION**

L'aide au développement apportée depuis des années aux pays en développement (y compris Madagascar) est censée apporter le développement qui s'est avéré difficile à atteindre. On parle aujourd'hui de combat contre la pauvreté qui est l'autre face au développement, étant entendu que l'élimination de la pauvreté conduit au développement.

Les ménages malgaches sont caractérisés par un faible niveau de revenu, surtout en milieu rural dont la pauvreté est également plus prononcée dans cette partie du monde. Les agriculteurs sont les plus pauvres qui vivent essentiellement en milieu rural. C'est dans cette perspective que l'Etat malgache a pris l'initiative de développer le monde rural à Madagascar, notamment dans la région du Vakinankaratra.

Afin de maîtriser les répercussions sociales et économiques lors de l'application de la professionnalisation des activités rizicoles, des suggestions sont ainsi proposées. Qu'en est-il de la professionnalisation des activités rizicoles ?

CHAPITRE I : LES ACTIONS ET IMPACTS A LA PROFESSIONNALISATION DES ACTIVITES RIZICOLES

La stagnation de la productivité rizicole malgache constitue l'une des principales causes de la pauvreté rurale. L'évolution des systèmes d'exploitation implique des changements de pratique. C'est ainsi que des actions seront à mener pour professionnaliser les producteurs et à mettre en place des organisations paysannes.

SECTION 1 : Les perspectives

Pour atteindre les perspectives voulues, des actions devront être mises en place.

1.1. Définition de la professionnalisation¹

Etymologiquement, professionnalisation vient du verbe « professionnaliser » signifiant devenir professionnel.

Une personne est professionnelle si elle a une expérience particulière dans un métier ou dans une activité, reconnaissance du métier c'est parler avec eux de ce qu'on entreprend ou pourrai entreprendre pour améliorer leur activités de production rizicole.

La professionnalisation est donc un fait de posséder une expérience particulière dans une activité, cela supposait que le producteur soit capable d'analyser les potentialités de son exploitation, qu'elles soient humaines, techniques, ou économiques, aussi bien que son environnement.

Pourquoi et comment professionnaliser ?

1.2. Les réalités actuelles

Pour répondre à la première question : « Pourquoi professionnaliser ? », les réalités actuelles présentent des pluralités de contraintes qui limitent le fonctionnement des activités rizicoles à savoir :

- La faiblesse de productivité, avec un rendement moyen autour de 2 tonnes/ha ;
- La faiblesse d'utilisation d'engrais et de semences améliorées ;

¹Fidèle DJETODJIDE KANAYO Démarches de professionnalisation de l'agriculture, Séminaire de Cotonou, Benin 4-7 Juin 1996,

- La culture dominante est la culture de subsistance, activité personnalisée ;
- L'insuffisance de financement.

Face à ces contraintes, il faut professionnaliser les paysans. Pour atteindre les perspectives voulues, l'État a mis en évidence sa politique.

Sur cette politique, les perspectives à atteindre du point de vue riziculture sont les suivantes :

- augmentation du rendement grâce à l'utilisation d'engrais et semences améliorées ;
- l'augmentation des surfaces cultivées ;
- l'orientation des activités vers le marché ;
- l'accès au crédit pour le financement.

Pour mieux saisir le thème et pour atteindre ces perspectives que l'on a imposées, on doit mettre en place les actions à la professionnalisation des activités rizicoles.

SECTION II : Les actions à la professionnalisation des activités rizicoles

Cette section répond à la question : « comment professionnaliser ? ».

Pour professionnaliser, des instruments pour la réalisation sont nécessaires ?
Quels sont ces instruments ?

2.1. Les instruments pour la réalisation

Les instruments pour la réalisation des activités sont :

2.1.1. La mise en place des partenariats

L'essentiel sur la mise en place des partenariats est l'existence des coopératives et le partage des tâches.

a. L'organisation des paysans en coopérative

Différence entre association et coopérative

Toutes les deux ont leur régime textuel : L'ordonnance 60-133 du 03/10/60 fixant le régime général des associations. L'association a un but non lucratif, autre que la recherche de gains pécuniaires ; tandis que la coopérative a un but lucratif qui cherche de

gains pécuniaires pour les membres. La loi n° 99.004 du 21/04/99 fixant les règles générales de la coopération.

Les paysans formant une coopérative peuvent faire des activités en dégageant des profits ou des bénéfices et aussi des avantages :

- grâce à la coopération, les paysans peuvent lutter contre les fraudes sur les poids et sur les prix en éliminant les collecteurs ;
- seule la structure coopérative peut mettre un crédit solidaire, c'est-à-dire un crédit permettant à tous les membres d'avoir un accès au moyen de production moderne ;
- les coopératives sont aujourd'hui le seul cadre dans lesquels les membres peuvent s'opérer à une certaine capitalisation financière, le GCV, pour leur donner une certaine autonomie, constitution de réserve de vivre et des semences ;
- la coopération constitue un cadre extrêmement propice pour la formation.

Etant donné que des structures paysannes sont déjà mises en place, il faut renforcer le partenariat avec la région et Tranoben'nyTantsaha, pour que ce dernier puisse assurer sa mission en tant qu'interlocuteur privilégié des organisations paysannes.

Ensuite, procéder à la mise en place de système de financement adapté et accessible aux OP pour des activités génératrices des revenus respectueuses de l'environnement.

Enfin, il faut créer un environnement favorable pour que les OP puissent développer un esprit d'entreprise pour répondre aux besoins des demandes sur le plan national et international c'est-à-dire au Pôle intégré de croissance.

En voici quelques stratégies ainsi que des actions à mener en termes d'organisations paysannes accompagnant le crédit agricole :

Tableau n°VII: organisation paysanne et crédit agricole

Problématique et constat	Axe et stratégie	Actions à mener
<ul style="list-style-type: none"> - existence de plusieurs Associations dans le Vakinankaratra ; - existence des OP faitière (T .T, Unions, Fédération) ; - existence des OP créés par l'initiative des membres (avec ou sans encadrement) ; - existence des OP créés par les conditionnalités des bailleurs (approche différente suivant les bailleurs et les Partenaires) ; - association à 2 statuts différents (association et coopérative) ; - Individu membres dans plusieurs OP et Partenaire financiers ; - viabilité des OP conditionnées par la durée du projet ; - Méconnaissance des textes législatifs en vigueur entraînant une manque de discipline ; - Esprit d'attentisme de certaines OP ; - OP sans objectif précis mais dépendant du financement disponible. 	<ul style="list-style-type: none"> - renforcement des capacités des OP en vue de leur professionnalisation et de la pérennisation des actions ; - mise en place d'un cadre juridique adéquat favorisant les OP ; - adoption d'un système de financement filière à condition douces (formalité réduite au minimum, baisse conséquence du taux d'emprunt, assouplissement des contre parties donnés en garantie) incitation des OP à accéder au crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> - responsabiliser les membres des membres des OP pour la pérennisation des actions par IEC ; - renforcer le système de suivi des organismes (IMF et service déconcentrées) ; - promouvoir les investissements en zones rurales en favorisant le partenariat entre les OP et le secteur privé ; - restructurer les OP pour répondre à l'approche filière ; - appliquer les textes en vigueur ; - mettre en place un central de risque ; - réduire le taux d'intérêt (taux de bonification et appuis au fond de garantie) et d'augmenter des nombres des bénéficiaires ; - Impliquer les autorités locales à la filière crédit ; - alléger la procédure de crédit (octroi, déblocage, recouvrement,...) ; - diversifier les IMF opérant dans la région ; - opérationnaliser les fond de commercialisation appui au fond de garantie et augmenter le nombre des bénéficiaires.

b. Organisation de travail en agriculture¹

Le travail est l'un des trois facteurs de production après la terre et le capital.

Le travail occupe une place importante dans la production agricole, c'est par le travail physique, intellectuel que le capital foncier et le capital d'exploitation sont mis en valeur.

Pour mieux effectuer cette organisation de travail, il est mieux de cibler les travailleurs permanents qui prennent en charge le travail familial ou salarié employé toute l'année sur l'exploitation agricole, on l'appelle aussi des actifs agricoles.

L'actif agricole doit effectuer un travail nécessaire, c'est-à-dire la journée de travail humain(J.T), journée effectivement consacrée à un travail agricole par un adulte et valide. Il doit effectuer 300 jours de travail agricole par an c'est à dire 8heures par jour qui donnent 2400h par an. Alors ;

1 UTH ou 1 UTA —————> 2400 h ou 300j/ an.

UTH ou UTA : c'est la capacité de travail que représente l'emploi d'un homme et valide pendant 300 jours.

Mais là puisqu'il s'agit d'un travail dur, physique et astreignant, alors il est à noter que la journée de travail d'un actif agricole est réduite :

Pour le cas de Madagascar : 1 UTH ou 1 UTA —————> 1600 heures ou 200j/an.

Pourtant pour le cas de la région du Vakinankaratra en moyenne:

1 UTH ou 1 UTA —————> 1480 heures ou 185j/an

(d'après l'enquête effectuée)

Cette organisation de ce travail a un triple objectifs :

- ✓ augmentation de la productivité :
- augmentation de la superficie et du nombre de travailleur, c'est un système extensif;
- augmentation de la superficie et de l'utilisation du machinisme agricole.

¹ Seth RATOVOSON, Cours d'économie rurale, 3^{ème} Année, 2006-2007, département économie

✓ la recherche du plein emploi : dans cette recherche du plein emploi tout au long de l'année est essentielle pour éviter le chômage partiel à une certaine période ; pour ce faire, durant la période de la récolte du riz :

- il faut faire une culture des produits de carence en attendant les cultures de contre saison sans perdre de temps en tant qu'actif agricole ;
- il ne faut pas se concentrer sur un ou seulement deux produits agricoles même si le riz constitue l'une des principales activités rurales ;
- il faut régénérer l'esprit agricole pour maintenir la force physique ainsi que cet esprit d'initiative pour être professionnel dans le secteur agricole ou plutôt rizicole ;
- pendant ce laps de temps, il faut cultiver des arachides, des haricots, des pommes de terre, ... sur les superficies concernées.

✓ Améliorer les conditions de travail, c'est-à-dire rendre le travail moins fatigant en utilisant la mécanisation par :

- Faciliter l'accès des producteurs aux matériels agricoles adéquats selon la taille de l'exploitation ;
- Développer la recherche et la vulgarisation sur les matériels adaptés l'exploitations des rizières et tanety ;
- Renforcer les capacités des acteurs respectifs en matière de mécanisation rizicole (entrepreneur, concessionnaire).

c. Partage des tâches entre DRDR et organisation paysanne

L'engagement de chacun selon les attributions et ses compétences est de toute transparence. La DRDR exécute la politique du MAEP pour la vulgarisation ; sur ce, la DRDR a pour obligation de donner les procédures pour la constitution de coopérative, la formation concernant la gestion. D'autre côté, les organisations paysannes cherchent à se constituer au fur et à mesure en coopérative.

2.2. Appui des paysans par l'Opération d'Appui au Crédit Intrant (OACI)

L'OACI est un instrument important pour financer la partie de l'activité paysanne.

2.2.1. Définition

L'OACI est un système appliqué par le Gouvernement Malagasy, pour que les producteurs puissent effectuer ses activités. Le financement vient du « Dons HORS Projet du Gouvernement Japonais ». Il sert à financer la bonification des taux d'intérêt, la prise en charge de conseil et de l'encadrement technique, la supervision, et l'évaluation.

2.2.2. But de cette opération

A propos de cette opération, les producteurs peuvent :

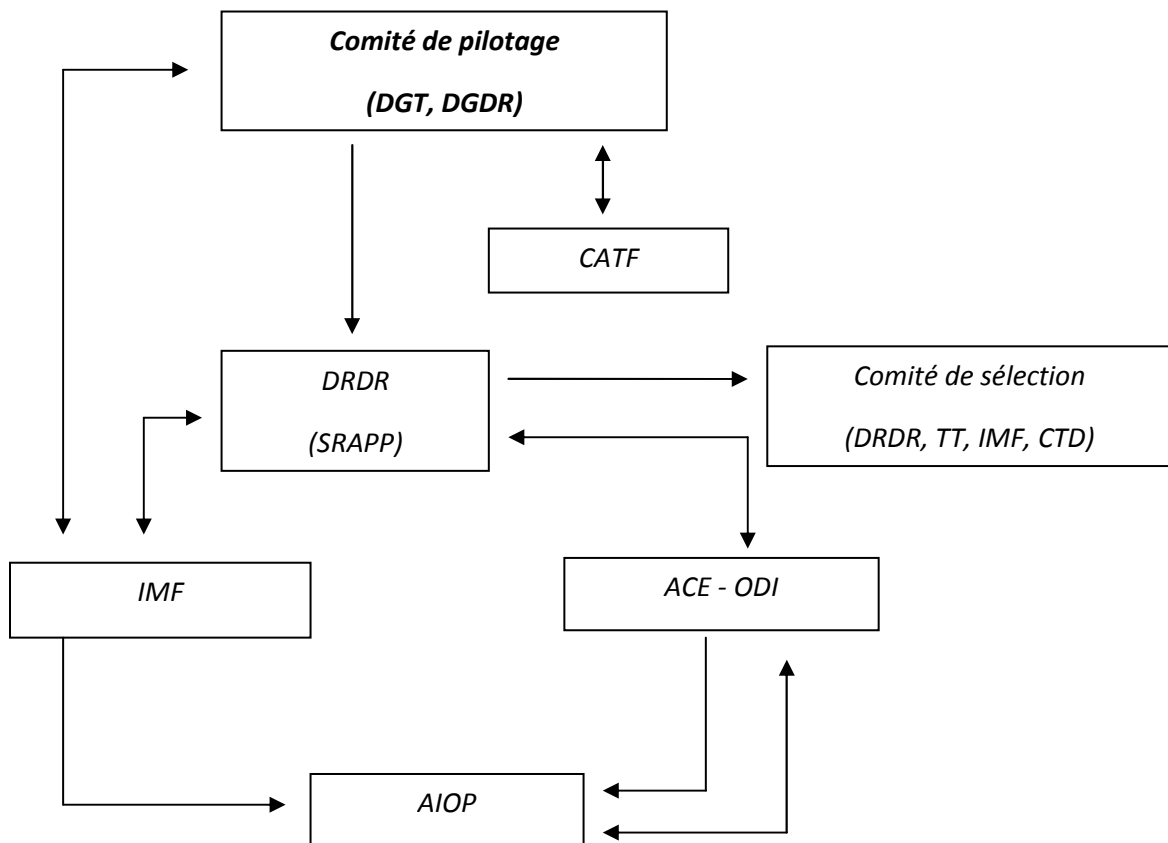
- améliorer l'accès au financement productif ;
- faciliter le dialogue entre eux et les IMF ;
- promouvoir l'utilisation d'intrants afin d'augmenter la production ;
- faciliter l'accès aux intrants agricoles ;
- renforcer les capacités à maîtriser leur environnement technique et économique

en fournissant des conseils techniques et des suivis d'exploitation.

2.2.3. Organisation de la gestion de l'OACI

Pour que la gestion de cette opération soit mise en évidence, le schéma ci-dessous montre l'organisation de la gestion :

Figure n° V : Organisation de la gestion de l'OACI



Source : D R D R, Juin 2009

2.2.4. Fonctions et attributions

Ce comité de pilotage (Sur ce figure) ; il examine et approuve les rapports techniques et financiers, ainsi que la comptabilité des fonds :

- il arrête le programme d'activité et le budget annuel de l'opération ;
- il décide de l'affectation des fonds à des dépenses ou charges liées à l'opération ;
- il approuve la passation de convention avec les services financiers décentralisés ou d'autres partenaires de services ;
- demande des expertises financières, techniques, des audits pour éclaircir dans ses prises de décisions.

La cellule d'appui technique et financière est chargée de :

- l'élaboration des procédures de soumission de dossiers de demande à la participation à l'opération ;
- la planification, la programmation des budgets annuels à soumettre à la validation du Comité ;
- le suivi, l'évaluation technique et financière de l'opération suivant les critères d'évaluation validés par le Comité ;
- l'établissement d'un bilan technique et financier de l'opération en s'appuyant sur les rapports de suivi émanant des structures techniques déconcentrées, des services financiers et des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

La DRDR est représentée par le SRAPP qui :

- Coordonne les activités au niveau de la région ;
- Recrute les ACE par le biais du Comité de sélection composée du représentant du Tranoben'nyTantsaha (TT) concerné, des IMF, des CTD et de DRDR ;
- Établit une convention entre le DRDR et l'ACE ;
- Suit et supervise les activités des ACE et IMF durant l'opération ;
- Approuve les résultats d'activités des ACE.

Agent de conseil d'encadrement qui :

- Informe la DRDR et les CTD de toutes les activités qu'elle entreprend dans sa zone d'action ;
- Présente ses rapports d'activités à la DRDR, CTD, SFD, TT et Comité ;
- Organise la fourniture d'intrants, les conseils et l'encadrement technique appropriés aux spéculations concernées ;
- Approuve le bon de livraison des achats des intrants effectués par les bénéficiaires.

Institution mutuelle financière a pour obligation de :

- fournir périodiquement la liste des bénéficiaires à la DRDR et à l'ACE ;
- débloquer le crédit à temps opportun suivant le calendrier présenté par l'emprunteur ;
- suivre l'utilisation du crédit et payer les factures d'achat d'intrants présentés par les Organismes Distributeurs d'intrants ;

- présenter des rapports d'activités à la DRDR, CTD, TT et Comité ;

2.2.5. De l'opération

Au niveau central, le Comité de Pilotage interministériel (MAEP et MEFB) travaille avec la collaboration de CATF. Au niveau régional, c'est la DRDR qui travaille en collaboration avec les autorités locales, les TT, les IMF, les ACE, et les ODI.

1) La CATF fait une information à tous les partenaires concernant l'opération toute entière. Au début, un appel à manifestation d'intérêt est lancé par le CP pour le recrutement des IMF ; le CP et les IMF établissant une convention.

2) Dès la notification des offres, les IMF procèdent à l'information et à la sensibilisation des bénéficiaires concernant le fonctionnement de l'opération.

Des contrats de prêts sont établis entre les AIOP et les IMF, des bons d'achat d'intrant livrés aux bénéficiaires. Les IMF informent les CP, DRDR, CTD, ACE et TT concernés de la liste des bénéficiaires.

3) Un contrat est établi entre DRDR et l'ACE. Ce dernier :

- représente l'activité à la DRDR sur la base de son offre ;
- contacte les bénéficiaires avec les ODI ;
- approuve la livraison des achats intrants ;
- fournit les conseils et l'encadrement technique pour les bénéficiaires.

4) La bonification du taux d'intérêt pour les IMF est fixée à 2% le mois, les bénéficiaires remboursent le capital avec l'intérêt correspondant à la différence entre le taux appliqué par les IMF réduit au taux de bonification. Les bénéficiaires ne représentent pas les bons de livraison approuvés par les ACE qui sont tenus de rembourser à taux plein appliqué par les IMF.

5) Chaque acteur de l'opération assure le suivi et la supervision à son niveau :

- les IMF assurent les suivis des emprunteurs ;
- les ACE assurent les suivis d'application de conseils en techniques culturelles innovantes, la vente et l'utilisation des intrants objet du crédit du bénéficiaire ;

- DRDR assure le suivi et les supervisions des activités suivant le planning préétabli, l'évolution du remboursement du bénéficiaire ;
- CATF effectue les suivis périodiques durant la campagne ;
- CP fait une évaluation à mi-parcours ;
- CATF avec les STD fait l'évaluation finale.

Chaque acteur est tenu à fournir des rapports d'activités périodiques accompagnés des pièces justificatives :

- Les rapports des ACE validés par la DRDR ;
- Les rapports des IMF validés par le Comité ;
- Les destinataires de rapports sont DRDR, CTD, TT, IMF, CP.

2.3. Participation des producteurs au développement technologique

Les paysans devront participer au développement technologique pour que leurs activités suivent des normes.

2.3.1. Mécanisation rizicole :

D'après la théorie d'organisation scientifique du travail initiée par le célèbre économiste Adam Smith, il a défendu que la division de travail ainsi que la technologie joue un rôle très important pour augmenter la productivité¹. La modernisation de la riziculture exige un niveau élevé d'équipements des exploitations même si l'investissement rizicole tend à se stabiliser depuis une dizaine d'années, la valeur de l'amortissement continue de tenir une place importante dans les charges.

Son niveau actuel ainsi que la progression du coût des intérêts expliquent pour partie la dégradation du revenu agricole largement accentué par une évolution générale défavorable entre les prix agricoles et les prix des produits nécessaires à la riziculture.

Dans ce contexte, plutôt économique difficile, les agriculteurs sont appelés à raisonner au mieux leur coûts de production. Ceci signifie qu'ils aient la possibilité de mieux concevoir et de mieux gérer leurs Investissement productifs, d'utiliser de façon rationnelle leurs moyens de production.

¹ GABRIEL Randiamahaefa, Cours d'économie descriptive, 1^{er} année, 2004-2005, département d'économie.

La mécanisation dans les activités rizicoles est un instrument pour professionnaliser les producteurs, pour faciliter et mettre en vitesse le travail surtout supérieur à 3ha. Le CFAMA donne des formations concernant la mécanisation agricole depuis du cadre supérieur jusqu'aux petits paysans et artisans. Le CFAMA forme mais fournit aussi des prestations de services. Le but est d'aider les producteurs dans l'exécution des travaux agricoles. Il contribue à la location des matériels, à l'entretien des infrastructures rurales (canaux d'irrigation, piste), à la préparation des matériels agricoles des agriculteurs. Il donne des conseils pour l'application des différentes machines à base de l'expérience vécue.

a) Pour l'amélioration par cette mécanisation agricole, en voici quelques machines les plus pratiquées dans la région du Vakinankaratra.

Tableau n°VIII : les différentes machines les plus utilisées à Vakinankaratra

Nom de la machine	Capacité journalière	Sa fonction	Avantages	Durée de vie de la machine
Sarclouse riz irrigué	Effectue le travail de 7 personnes ou de 20 ares	Sarcler le riz dans la rizière	<ul style="list-style-type: none"> - travail moins fatigant - diminution de durée de travail 	5 ans
Semoir moronang	Effectue 1 Ha/jour	Culture de grain sur la terre (maïs, haricot, soja)	<ul style="list-style-type: none"> - facile à utiliser - travail rapide - même alignement des plantes - diminution des quantités des semences 	10 ans
Houe à giffés	Effectue le travail de 7 personnes/jours ou 20 a/j	Sarclage des cultures sur terre	<ul style="list-style-type: none"> - travail rapide - travail moins fatigant - aère bien le sol pour de l'eau et de l'air à la racine 	5 ans
Herse à lame	0,4 à 0,5 Ha/ jour	Pulvérise les terres	<ul style="list-style-type: none"> - enterre et coupe les herbes restant dans la rizière 	5 ans
Herse à dent	0,4 à 0,5 Ha/ jour	Pulvérise les terres	<ul style="list-style-type: none"> - Enlève les herbes restant dans la rizière 	5 ans
Batteuse à pédale	Effectue 150 à 250kg/ heure	Battage de paddy à tige	<ul style="list-style-type: none"> - une seule personne peut le faire - amélioration de condition de travail 	7 ans

Nom de la machine	Capacité journalière	Sa fonction	Avantages	Durée de vie de la machine
Roue semeuse	0,4 à 0,5 Ha/jour	sème les grains (maïs, riz, soja)	<ul style="list-style-type: none"> - facile à utiliser - moins fatigant mais rapide - garde le même écart et alignement 	10 ans
Décortiques d'arachide	150 à 250 kg/pers	Décortique l'arachide brute	<ul style="list-style-type: none"> - travail rapide et moins fatigant - facile à utiliser - garde la qualité de production 	10 ans
Charrue	0,4 à 0,5 Ha/ jour	Labour la terre ou la rizière	<ul style="list-style-type: none"> - 2 bœufs et 2 personnes - tenir la profondeur du travail effectué 	5 ans

Expérience appliquée sur des machines différentes en suivant sa force pour mieux raisonner la durée de travail ainsi que le coût de production.

Tableau n° IX : Travail effectué : Labour

Force de travail	Machine	Surface	Résultat de l'expérience		
			Temps (mn)	Profondeur (cm)	Travail réalisé
8 personnes	Bêche	75m ²	10mn	12cm	3,37 ares/jr/pers
2 bœufs	Charrue (25kg)	110m ²	10mn	15cm	0,2ha/jr
Monosoc	Motoculteur	180m ²	10mn	30cm	0,9ha/jr
Multisoc	Tracteur 90CV	830m ²	10mn	30cm	4ha/jr

Source : CFAMA 2009

A base de ce tableau, on peut calculer les coûts pour l'1 ha

Tableau n°X : Récapitulation du coût de travail pour différentes machines pour 1ha/jour.

Machine	Quantité utilisée	Coût (Ar)	Observation
Bêche	30 personnes	60 000	Salaire journalier : 2 000 Ar
Charrue	5 charrues	50 000	Location : 10 000/Charrue
Motoculteur	1	45 000	Location : 45 000Ar
Tracteur	1	61 000	Location : 100 000 Carburant : 140 000 Repas (Chauffeur) : 5 000 245 000 245 000 / 4 = 61 250 Ar

Source : CFAMA 2009

En bref, à base de cette expérience, les utilisateurs peuvent analyser les machines à utiliser comportant sur la qualité et le temps de travail.

De ce tableau n°X, nous observons le cout de travail d'une machine. Puisqu'il est vraiment nécessaire de bien déterminer le cout de revient d'une machine qui est la totalité des dépenses occasionner par l'utilisation de cette machine. En premier lieu nous parlons du cout horaire c'est-à-dire le cout total divisé par le nombre d'heure d'utilisation.

- Pour la bêche : pour effectuer une superficie d'un (1) Ha en une journée, le coût de travail est de 60000 Ar faites par 30 personnes qui est difficile de trouver ce nombre de main d'œuvre.
- Pour la charrue qui est la plus utilisée dans la région, pour cette deuxième, cinq (5) charrues suffisent pour effectuer une surface d'un Ha en une journée avec de coût réduite par rapport aux trois (3) autres machines tandis que la qualité de travail est assez bonne.
- Pour le motoculteur, celui qui a le coût le plus réduit parmi les quatre (4) machines avec de la qualité de travail bonne et davantage un peu initiée dans la région du Vakinankaratra.
- Pour le tracteur, il peut effectuer cette surface d'un Ha seulement en deux (2) heures, c'est rapide mais le coût de revient de cette machine est très élevé. Surtout la plupart des surfaces à cultiver sont des terres montagneuses comme les bassins versants qui sont inaccessible pour cet engin.

Pour une surface d'un ha :

Tableau n°XI : Récapitulation de la différence de la qualité et le temps de chaque machine pour une surface d'un ha

Machine utilisée	Force utilisée	Durée
Bêche	5 personnes	6 jours
Bœufs traits	2 charrues	3 jours
Motoculteur (Cubota)	1	1 jour
Tracteur 90CV	1	2H

Source : CFAMA 2009

De ce tableau n°XI, on peut constater que les machines que disposent les producteurs dans la région du Vakinankaratra et qui sont : les plus utilisées sont les bêches, ensuite les charrues sous le nom de bœufs de trait et les herses se rependent presque dans la région, le motoculteur (cubota) et le tracteur pour effectuer une surface de 1Ha.

Suite au tableau supra, voici le conseil complément sur l'utilisation des engins relative à la surface cultivée :

Tableau n°XII : Rapport entre surface et machines utilisées.

Surface cultivée	Machine utilisée
< 0,5	Bêche
[0,5 - 3[Charrue
[3 -10[Motoculteur (Cubota)
>10	Tracteur 25 CV ou > 50 CV

Source : CFAMA 2009

2.3.2. Le renforcement de vulgarisation :

Les services de vulgarisation agricole ont pour fonction de proposer les nouvelles techniques et les façons culturales. La vulgarisation se base sur des conseils valables aux agriculteurs ; le système de vulgarisation agricole est fondé sur la formation et les visites contribuées considérablement la productivité agricole. Elle doit être programmée selon les détails opérationnels déjà décrits.

Le but de la vulgarisation rizicole est de permettre aux exploitants agricoles d'atteindre leur production potentielle maximale y compris l'emploi de service, d'engrais, et de pesticides ainsi que des institutions de crédits efficaces et des investissements.

La vulgarisation rizicole assure les cultures d'un haut niveau de qualité, grâce à l'emploi accru de facteurs de production et des techniques avancées.

La demande de biens et services résulte du lien entre en amont, des demandes d'outillages et des matériels, de services de réparation, de distribution, de construction, et de travaux, en aval des demandes de transformation de transport, de commercialisation de la production.

2.3.3. La sécurisation foncière

La terre constitue le support de toute l'activité économique, sociale et culturelle. Elle a donc une vocation transversale d'où l'existence de divers projets qui comprennent une composante, foncière (Programme environnemental, agrotechnopole). La terre est aussi une source de revenu pour l'Etat, d'une part par des impôts fonciers, des ventes des

terrains, des droits et taxes provenant des mutations, et d'autre part, pour les particuliers, par le biais de l'octroi de prêt entre autres. Malgré l'importance foncière, 5% de la région Vakinankaratra seulement sont immatriculés ou cadastrés sur une superficie totale de 19684km².

Pour augmenter un peu plus ce taux, dans la mise en œuvre d'immatriculation, il est primordial d'adopter une politique et une stratégie qui s'attellent à l'accès des citoyens, en général, des agriculteurs et des investisseurs en particulier, à la propriété foncière. Et sur ce point il faut valoriser les patrimoines fonciers comme étant un capital économique ; faire l'accessibilité et la sécurisation foncière pour tous, pour le développement économique de la région.

Gérer la propriété foncière notamment la décentralisation, la modernisation et d'assurer la réforme de la législation foncière, ainsi la politique et stratégie à mener pour la professionnalisation du secteur foncière. A partir de la réalité nous avons pu constater les problématiques et constat et on a mis en évidence avec les actions pour cette réforme :

Tableau n°XII : La sécurisation foncière

Problématique et constat	Axe et stratégique	Action à mener
<p>Au niveau des usages</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ignorance - Analphabétisme - Complexe - Faiblesse pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> - Reforme des services publics de proximité - Information et sensibilisation - Incitation à la vie associative 	<p>1- Crée 3 zones d'Investissement agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CR Manapa - CR Anosiarivo - sur l'axe de Faratsiho - Anjoma - sur l'axe de Faratsiho - Soavinandrina <p>2- mener une opération cadastrale, dont l'objectif serait de 5000 titres par an.</p>
<p>Au niveau des services concernés</p> <p>Indisponibilité, manque de coordination, le laxisme, inadéquation, non transparence des droits et taxes à payer.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - renforcement d'un guichet unique - mise en conformité des moyens selon la politique adoptée. 	<p>Favoriser la coordination des services concernés et le suivi des procédures en mettant en place un bâtiment administratif pour la bonne marche du guichet unique.</p>
<p>Au niveau des textes législatifs</p> <p>Publication insuffisante, actualisation pas faite, application non soutenu des textes, lourdeur administrative.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Simplification ; - médiatisation ; - vulgarisation des textes législatifs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mener une opération médiatique pérenne de publication des textes en vigueur - améliorer les systèmes d'archivage (informatisation, ...)

Valorisation des certificats fonciers pour permettre leur affectation en garantie

En plus, c'est grâce à la sécurisation foncière que les paysans peuvent mettre en garantie la partie de leur terre auprès des institutions financières. Et par conséquent, la disposition de leur titre est utile pour que la terre soit mise en garantie.

2.3.4. Le financement

La pauvreté des paysans se manifeste de manière criante dans leur état de dénuement, avec peu, voire point de capital matériel, qui seraient susceptibles de servir de garanties pour leur demande de crédits. Et le principal patrimoine, la terre, peut difficilement être utilisée dans ce sens, dans la mesure où elle est rarement titrée, ce qui est pourtant la condition nécessaire pour être considérée comme bien nantissable/hypothécable.

Sur un autre plan :

- les banques, bien que présentant des taux d'intérêt plus avantageux, disposent de réseaux d'agences très peu denses, et imposent des conditions administratives lourdes au regard des pratiques et des capacités des paysans.

- alors que les institutions micro finances, du fait de la mise à la disposition de services de proximité, coûtent beaucoup plus chères, et malgré tout, ont un taux de pénétration encore très peu insuffisant car, seulement 17% des paysans producteurs ainsi que des organisations paysannes bénéficient de financement au sein des institutions de micro finance(CECAM) et de banque(BOA) dans la région.

SECTION III : Incidences de la professionnalisation des activités paysannes sur le développement rizicole

L'étude de ce problème doit permettre de constater si les perspectives tracées ont été atteintes.

3.1. Les incidences socio-culturelles

Elles se caractérisent comme suit :

3.1.1. Les effets attendus

Ils sont de plusieurs sortes tels :

a. Les effets sur le Revenu

Le revenu tient une place importante dans la vie. Il garantit l'activité que l'on fait. Pour les paysans qui vivent dans le monde rural, l'augmentation de revenu entraîne l'amélioration de niveau de vie c'est-à-dire obtenant une ligne monétaire pour la région d'environ 621000Ar par personne, par an. Cela correspond à environ 0,83 dollar américain par personne, par jour, au taux de change actuel (2011).

b. L'effet sur la consommation

D'après la théorie explicative de fonction de consommation Keynésienne, lorsque le revenu augmente à partir du surplus agricole, la consommation augmente aussi à sa suite dans une propension moins forte suivant l'augmentation de revenu. Alors ce processus brise l'isolement c'est-à-dire il existe un échange sur le marché au niveau des villageois et surtout au niveau national et les paysans peuvent satisfaire leur besoin comme :

- fournir leurs besoins primaires (se nourrir, se vêtir) ;
- leur offrir une bonne éducation à leurs enfants;
- leur offrir une bonne santé ;
- permettre d'acheter des postes radios et des appareils électroniques pour leur besoin secondaire. En général, dans la région, presque 95% des ménages disposent des postes radios, et des appareils électroniques.

c. L'effet sur l'épargne

L'épargne est la partie de revenu non consommé immédiatement c'est-à-dire renoncé à une satisfaction immédiate pour une satisfaction future.

Pour les paysans producteurs et O.P membres de l'organisme financière comme le BOA, CECAM, OTIV,..., le taux de pénétration au niveau de ces institutions pendant l'année 2010 sur le secteur riziculture s'élève à 8422 dont plus de 30% de femmes. De 2002 à 2010, le nombre a presque été multiplié par 3, en passant de ce 8422 à 26032. Dans ce même période, les encours d'épargne de ces mutualistes sont passés de 7400000 à 21536000 d'Ar, sur les encours de crédits qui se sont accrus de 41000000 à 225000000 d'Ar. Et c'est à partir de cette épargne déposée en proportion du crédit demandé dépend du résultat des activités précédentes que l'on peut percevoir du crédit et pouvant être affecté à d'autres activités à venir.

d. L'effet social

Ces paysans ne bénéficient pas seulement d'une formation grâce à l'existence de coopérative, mais également d'une activité solidaire ; cela favorise l'unification des membres.

Pour les jeunes aptes à travailler qu'ils prennent part au travail afin de résorber le chômage, il y a une mobilité des paysans entraînant la création d'emplois.

Par conséquent, il y a un changement d'état d'esprit en profitant de la nouvelle technologie. Puisque chacun a son activité, le nombre des délinquances (vol, meurtre, cambriolage), sera amoindri.

3.1.2. Les risques

Le succès acquis par les paysans professionnels entraîne un effet de démonstration, leur procurant la domination sociale, suscitant de la part de leur entourage un sentiment de jalousie, de manque de confiance.

Et enfin, l'habitude d'encadrement provoque aux paysans l'incapacité d'esprit créatif. Aussi n'ont-ils plus un esprit d'initiative.

3.2. Les incidences économiques

Elles sont constituées de :

3.2.1. Les effets attendus

Les principaux sont :

a. Les rendements croissants

Les augmentations importantes de production peuvent être obtenues en utilisant des ressources disponibles plus efficaces sans augmenter considérablement les investissements ou emploi de facteur de production commerciale.

Afin d'augmenter la productivité, il est nécessaire de :

- capitaliser et renforcer les devises, les actions de recherche en matière de développement rural et de recherche agricole en particulier ;
- améliorer l'accès de la population rurale aux intrants agricoles ;
- instaurer des institutions fonctionnelles ;

- promouvoir des actions marketing ;
- développer et organiser les filières en responsabilisant les producteurs.

La croissance du rendement est due à la normalisation, à la formation et à la vulgarisation. Tout cela permet à l'amélioration de la productivité moyenne de 4,5T/Ha et seule cette hausse de productivité rizicole pourra en même temps cibler les revenus des cultivateurs et de réduire le coût de vie des ménages pauvres urbains pour la région de Vakinankaratra, donc existence d'une économie d'échelle, aux gains de productivité, par rapport à la productivité d'avant qui était de 2,5T/Ha.

b. La création d'emplois

Le développement de secteur entraîne la création d'emplois par le développement de leurs activités, à embaucher des travailleurs ou en créant des associations, coopératives et à distribuer davantage des revenus et fournissant à toute la population active du monde rural des activités adéquates à leurs capacités et à leurs apprentissages. Cette procédure offre aux paysans un emploi adéquat de 61,8%. Ce fait diminue le taux de chômage à 2% pour la région de Vakinankaratra¹.

c. La croissance économique

Elle se concrétise par :

1) La monétarisation de l'économie : économie de traite

D'après Jean Baptiste SAY² ; la loi de Say qu'il a également initié la loi de débouché c'est à dire que toute offre engendre sa propre demande, la transformation de l'économie de subsistance en économie de marché nécessite une offre supérieure à la demande où l'offre est la quantité dont les paysans ou les transformateurs peuvent vendre et la demande, la quantité de produit dont les consommateurs peuvent acheter. D'où la demande en production rizicole en 2009 est de 410000T alors que la réalisation pour cette année est de 373785 T, tandis que la réalisation en 2010 est de 414050T .De cela, nous observons un surplus de 4050T qui permet l'accès au marché c'est-à-dire constitue une vente sur le marché local et national. La production suit des normes et qualités tandis que les consommateurs sont satisfaits.

¹ www.instat.mg/index.php

²Raymond KASSAVE, Cours microéconomie, 1^{er} Année, 2004-2005, département économie.

L'existence de marketing agricole tient une place importante : les paysans peuvent collecter, comprendre et utiliser les informations sur le marché pour prendre une meilleure décision, connaître le besoin du marché, produire ce que l'on peut vendre et non essayer de vendre ce qu'on a produit.

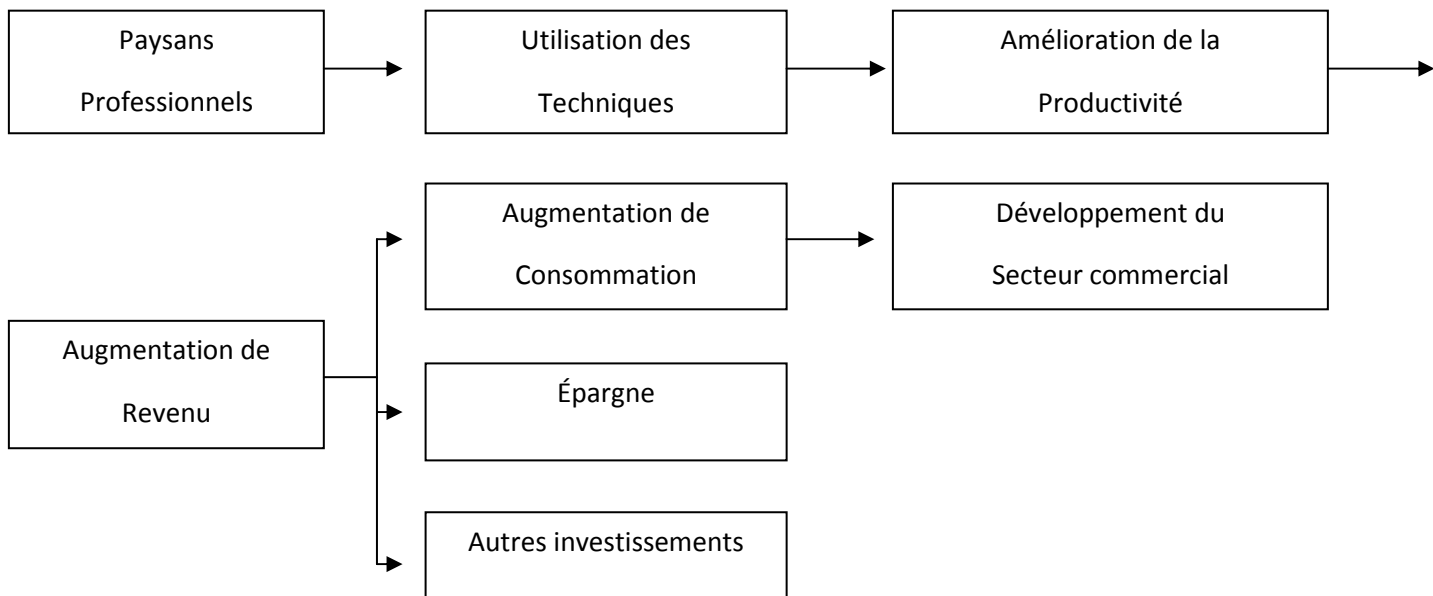
2) La compétitivité

Il y a un développement d'intégration régionale par une compétitivité des agents économiques par laquelle certaines activités vont disparaître comme les collecteurs. Parce que la production locale commercialisée est dominée par les collecteurs, dont un bon nombre sont des spéculateurs informels. De cela, à partir de cette intégration régionale, les agents économiques mènent le marché local comme détenteur de chaîne de valeur parce qu'ils répondent aux changements de la demande du marché et cela nous emmène à être compétitif sur un marché de destination cible et tire des avantages des opportunités du marché de destination, ce qui élimine les collecteurs qui dominent cette commercialisation.

3) Les effets multiplicateurs : Effet d'entraînement

Le multiplicateur de l'investissement est l'augmentation de revenu dans un pays, entraînant à sa suite l'augmentation de la consommation. Ce mécanisme de multiplicateur mesure l'impact de la variation d'un élément de la demande globale sur l'activité économique.

Figure n°VI : Schéma d'un effet de multiplicateur



Source : Modongy ROLLAND, Cours d'économie de développement, 2006-2007, 3^{ème} année, département économie.

Les techniques utilisées par les paysans peuvent améliorer leurs productivités. Cette amélioration entraîne l'augmentation de revenu pour les agriculteurs : c'est l'effet primaire de l'investissement.

D'après la théorie explicative de fonction de consommation Keynésienne¹, lorsque le revenu augmente, la consommation augmente aussi dans une propension moins forte et grâce à cette augmentation de revenu, on peut distribuer ce dernier en plusieurs fonctions qui pourraient engendrer une création d'emplois ainsi que d'autres activités pour les différents secteurs commerciaux qui représentent un montant multiple d'investissements primaires qui sont :

- augmentation de la consommation pour développer le secteur commercial ;
- La part de revenu non consommée fera l'épargne ;
- le nouvel investissement pour l'amélioration des activités.

¹Modongy ROLLAND, Cours d'économie de développement, 2006-2007, 3^{ème} année département économie

d. Accès au marché

L'existence du secteur public tel que le centre de service agricole (CSA) favorise l'accès au marché.

Il travaille pour un projet ou un programme en vue de faire la professionnalisation paysanne. Il donne aux paysans des formations managériales et techniques ; après la formation, le suivi de travail est nécessaire pour connaître s'ils adaptent ou non à combiner la formation aux techniques. Son autre activité est de chercher le financement pour les paysans auprès de la BOA, OTIV et CECAM qui sont ses partenaires. Pour cela, il est un facilitateur entre ces organismes et les paysans : il analyse les besoins des paysans en sélectionnant leurs dossiers et pour les irrecevables, ils sont conseillés de refaire leurs dossiers. Autre et une grande mission est de chercher le marché pour les paysans en matière de l'agriculture. C'est par le fait qu'il existe un marché, il oriente les activités des paysans, détermine les conditions surtout pour les zones favorables à ce marché, ainsi que pour faire développer la filière.

3.2.2. Les risques

Les risques se rapportent sur le manque de sensibilisation et de motivation des paysans. L'idéal est une activité de motivation dépend de la demande des paysans.

En plus, les coûts de la formation et de vulgarisation sont trop élevés, ainsi que l'acquisition des équipements.

Par ailleurs, du point de vue foncier, l'instabilité de contexte économique et politique engendre le blocage de l'activité, le cadre juridique actuel ne répond pas aux besoins des paysans. Du point de vue coopératif, l'inexistence de confiance entre les adhérents bloque la professionnalisation paysanne.

3.3. La politique de la région et les objectifs d'encadrement de la filière riz

3.3.1. La politique de la région

La politique de la région a pour but de promouvoir, d'intensifier, d'améliorer et d'augmenter la production rizicole à Madagascar. Pour réaliser ceci, la région a fait des plans de développement et des activités touchant à cette production.

Tout d'abord, il y a le concours agricole qui est fait en vue de révéler les meilleurs producteurs et aussi d'entraîner les paysans pour avoir des bons rendements. Cette culture est faite sur une superficie de plus d'un hectare pour une production plus de 6 tonnes. Cette culture suit la technique c'est-à-dire culture améliorée. On note que les dix premiers paysans Leaders auront des primes.

Ensuite, il y a l'approvisionnement en engrais c'est-à-dire, vente à crédit et remboursable à la récolte et aussi la mise en place de matériels : tracteur, ... pour la professionnalisation des paysans.

Pour l'année 2010-2011, le riz est classé comme un produit prioritaire, alors des actions prioritaires aussi sont mises en œuvre.

D'abord, il y a l'intensification ou l'amélioration de la production par l'application des techniques et aussi le développement des infrastructures hydro-agricoles c'est-à-dire l'appui à la maîtrise de l'eau (barrage). De plus, l'extensification c'est-à-dire extension et intensification du riz pluvial se réalisent par la mise en œuvre de la politique rizicole régionale qui consiste à ce que chaque commune exploite au moins 50 ha de riziculture pluviale. On note qu'il existe 86 communes dans la région.

¹L'intensification de la production rizicole consiste aussi à la mise en culture de 4200ha de terrain rizicultivable dans cinq communes du district de Betafo dans le cadre de la nouvelle « Approche résultats rapides » il s'agit de réaliser une amélioration à cycle rapide de la production du riz de « tanety » par renforcement des capacités des producteurs et la valorisation des ressources disponibles dont le « tanety ». En plus, la mise en place de zone d'intensification agricole des terrains domaniaux sont exploités par des opérateurs économiques.

On a déjà réalisé du riz pluvial sur des superficies de 4500 ha et 159 ha à Vasiana (Betafo).

Enfin, le MAEP et l'ex faritany d'Antanarivo ont déjà entrepris des actions d'appui. D'une part, le MAEP offre un don de semences de riz irrigué, 100kg pour le District d'Antanifotsy et d'autre part, la région donne des semences en riz pluvial de 2652 kg et 6570 kg.

¹DRDR : Assemblée Générale du personnel, le 29 Janvier 2009.

3.3.2. Perspective et objectifs des environnements sur la filière riz

La filière riz dispose d'un projet de politique dont la validation n'atteint que la mise en place de la plateforme de concertation sur la filière riz (PC RIZ). Ce document de politique de développement rizicole de Madagascar vise un objectif de 6 millions de tonnes de production de paddy en 2013 avec une orientation stratégique s'articulant autour de trois volets dont :

- les interventions communes pour toutes les régions ;
- l'appui aux pôles de production ;
- l'appui à la sécurité alimentaire des zones vulnérables.

La population malgache devrait augmenter d'environ 32% pour atteindre 19,3 millions d'habitants en 2012. La consommation de riz sur le marché local (besoin de la population urbaine et rurale) devrait passer de 1,7 millions de tonnes de riz à 4,2 millions de tonnes. Par ailleurs, la demande de riz en qualité sur le marché international est en croissance, ce qui pourrait permettre des perspectives de développement de ce type de production dans certaines zones spécifiques de Madagascar.

Pour atteindre ces perspectives, des objectifs sont à fixer et à réaliser.

3.3.3. Les objectifs

Les objectifs globaux contribuent à la sécurité alimentaire dans toutes les régions et à l'amélioration : de la croissance économique, des revenus ainsi que de la situation des acteurs de la filière riz. Ces objectifs s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement sur la croissance rapide et durable du secteur agricole. Les objectifs spécifiques assurent la satisfaction de la consommation et rattrapent le marché d'exploitation.

Avec le lancement de la révolution verte durable qui a pour effet sur la productivité agricole améliorée. La Baseline ou état 0 du DRDR est de 2,8T/Ha tel que l'objectif est de 4,5T/Ha. Alors la Baseline de production est de 322000T avec un objectif de 440000T.

2.4.4. Les grands axes d'action

A chacun de ces volets ci-dessus correspond des axes d'intervention spécifique. Les interventions communes visent l'ensemble du territoire pour assurer un environnement économique et juridique favorable surtout pour intensifier et moderniser la production.

Des appuis aux pôles de production devraient entreprendre dans le contexte de la forte compétition entre le riz national et le riz importé afin d'améliorer les conditions d'accès et l'infrastructure irriguée des pôles de production. Le renforcement des appuis techniques ainsi que le contrat entre producteurs et opérateurs sont nécessaires pour améliorer la productivité rizicole.

2.4.5. Réalisation de production rizicole en cours de professionnalisation campagne 2010

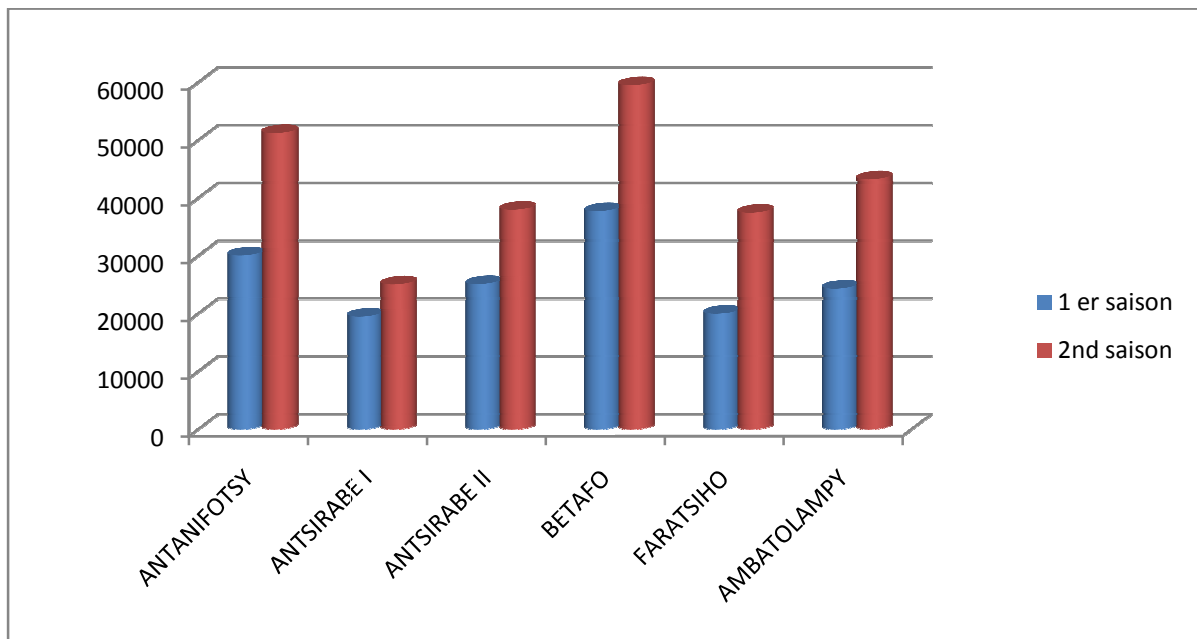
Tableau n°XIII : production rizicole 2010

DISTRICT	Production en tonne(T)	
	1 ^{er} saison	2 nd saison
ANTANIFOTSY	30085	51255
ANTSIRABE I	19485	25060
ANTSIRABE II	25115	37965
BETAFO	37720	59530
FARATSIHO	19980	37465
AMBATOLAMPY	24350	43230
TOTAL	156735	257265

Source : DRDR du Vakinankaratra, 2010

Ce tableau ci-dessus nous montre la production rizicole pour la campagne 2010 dont le 1^{er} et la 2^{ème} saison. Avant la production, d'après les tableaux n°V et n° VI, le rendement est assez faible si on ne prend que l'exemple en 2009 pour la 1^{er} saison qui est de 150940T. Tant que la professionnalisation a été prise en compte, la production a pu augmenter de 6000T pour l'année 2010. De même pour la 2^{ème} saison il y a un accroissement de 20420T sur le rendement.

Figure n°VII : Présentation de la production rizicole



Alors cela nous permet de dire qu'il existe une augmentation de productivité de 4,5 à 6T/Ha après la prise en compte de la professionnalisation des activités rizicoles. Donc la professionnalisation nous a produit un avantage comparatif par rapport à l'année précédente par l'utilisation de la mécanisation agricole qui a permis d'accroître la production.

A partir de cette productivité, le revenu des paysans a augmenté de 2250000Ar/Ha à 2750000Ar/Ha.

En outre, les faiblesses sur la capacité d'investissement, d'insécurité foncière, l'inexistence d'esprit d'entrepreneuriat dans leurs activités ainsi que la mentalité présentent des contraintes dans la réalisation de cette professionnalisation.

En résumé, ce qui est de mieux dans la professionnalisation, c'est que les paysans ont pu trouver des avantages sur les techniques culturales adéquates pour le développement de leurs activités, des appuis au financement, des relations interpersonnelles avec les autorités de la région, l'intégration dans des canaux de commercialisation et enfin un changement de comportement.

CHAPITRE II: ANALYSE ET LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Section I : Analyse de la problématique

1.1. L'analyse

1.1.1. L'analyse externe

a) Les opportunités

Plusieurs facteurs favorisent la production tels que : l'existence d'une demande nationale non satisfaite et la présence de débouchés vers l'extérieur.

b) Les contraintes

La production rizicole possède quelques contraintes. D'abord, il y a la concurrence du riz importé aussi bien sur le prix que sur la qualité (comme l'Asie notamment). Ensuite, les cataclysmes climatiques ravagent les productions par exemple : cyclones, inondations, sécheresse, grêle, ... Mais ceux-ci entraînent des conséquences graves pour tous les pays en général. Enfin, il y a les fléaux naturels qui sont quelques fois des facteurs déterminant la destruction de la production. C'est ainsi que la production rizicole subit des problèmes imprévus, alors, on doit chercher des moyens pour développer cette production. Ceci nécessite donc une étude des forces et faiblesses.

1.1.2. L'analyse interne

a) Les forces

La production rizicole présente beaucoup des forces. Physiquement, les potentialités actuelles sont insuffisamment valorisées. Il y a aussi les potentialités des terrains cultivables et aménageables pour le riz pluvial et irrigué puisque il permet l'application de la politique car seules les 22,05% de la superficie totale des cinq districts soit 344011 Hectares sont cultivables à cause de la présence de sols ferrallitiques lessivés. Selon la structure, des zones à excédent structurel sont bien identifiées. Techniquement, plusieurs avantages existent. Les paysans malgaches ont le savoir faire séculaire, l'habitude d'entraide et la solidarité. Les centres de recherche sont capables de fournir de nouvelles technologies et les résultats des recherches sont disponibles (variétés, paquets techniques, ...). Les nouvelles techniques de culture permettent de régénérer la fertilité du sol et de lutter contre l'érosion, c'est-à-dire les technologies de gestion agrobiologique des

sols. Il existe les organisations de développement rural et de politique de promotion des organisations productrices. De point de vue côté économique, les forces sont représentées par le coût de revient économique assez compétitif, la politique actuelle de création des marchés ruraux. Il y a aussi la politique actuelle d'appui à l'immatriculation foncière et la politique de mise en place de poste de gendarmerie. L'existence des institutions de micro finance décentralisées marque un atout non négligeable.

b) Les faiblesses

Physiquement, il y a la dégradation des ressources naturelles et des bassins versants. Ainsi les problèmes encourus à cette professionnalisation paysanne se rapportent à l'environnement et social.

L'insécurité foncière ne favorise pas la capacité des paysans à mieux saisir leur activité, à cause de coût élevé de la formation et de la vulgarisation ; la sensibilisation et la motivation des paysans sont insuffisantes.

Pour les paysans déjà évolués, la domination d'assistance bloque leur activité. En outre, l'indifférence de chacun dans une coopérative provoque des soucis dominant la mentalité. Ils n'ont pas l'esprit d'entrepreneuriat ou d'adhésion sans participation dans l'activité. Par exemple, les sept (7) coopératives de Faratsiho pendant 1 an d'existence, n'ont exécuté aucune activité en tant que coopérative. Du point de vue de financement, il y a un manque de sensibilisation et d'encadrement au niveau régional. Prenons l'exemple de l'OACI, si les bénéficiaires ne respectent pas le délai de remboursement, ils ne bénéficient pas le taux de bonification accordé par l'Etat ; ils remboursent entièrement le taux élevé appliqué par les IMF.

En plus, le bas niveau des producteurs et la régression des usages et coutumes ne provoquent pas du développement sur la production rizicole. Pour le côté économique, les faiblesses se trouvent dans la capacité d'investissement des producteurs et à l'intégration des producteurs dans la commercialisation. Le coût des intrants et des matériels est élevé, il y a aussi un repli des producteurs sur une stratégie d'autosuffisance en riz en raison d'un environnement économique peu incitatif. Les riziculteurs n'ont pas la volonté d'adhérer aux organisations paysannes par suite d'un doute envers les dirigeants dans l'association sur le plan de la transparence et de gestion, et ils pensent qu'être membre dans une association n'affecte pas directement leurs ressources.

1.2. Les impacts

Ils sont :

- existence d'une meilleure prise en charge d'un certain nombre de services (commerciale, financier, conseil, ...) par les paysans en améliorant leur capacité de négociation et en réduisant significativement les coûts de médiations ;
- constitution de nombreux interlocuteurs directs des bailleurs de fonds, occupent ainsi des positions de maîtrise d'ouvrage de programme qui les concernent, ce qui permet aux paysans de mieux prendre en compte des besoins des membres ;
- représentation des paysans dans les instances de concertation et de décision qui les concernent, les paysans sont reconnus comme partenaires incontournables par toutes les institutions qui planifient et financent le développement rural.

Section 2 : Les stratégies et indicateurs

2.1. Les stratégies

- Développer des pôles de partenariat autour des centres d'activités visant à améliorer l'accès des populations rurales aux marchés ;
- Mettre à profit le dynamisme généré par les pôles pour renforcer les structures communautaires capables de prendre en charge le développement a la base et d'acquière l'amélioration et la diversification de la base productrice ;
- Faciliter la mise en place de groupement des producteurs de semences ; afin de motiver les paysans dans la production.
- Favoriser la mécanisation, développer la recherche dans ces zones et diffuser les bonnes pratiques par un meilleur encadrement des paysans publics ou privés ;
- Renforcer des compétences des instances dirigeantes au DRDR ; pour que les paysans puissent avoir confiance à l'établissement public.
- Améliorer de la communication interne de l'établissement ; pour ne pas être presser et stresser par la hiérarchisation et de mettre tous le monde responsable de leur tâche.
- Fournir des appuis à la commercialisation des productions aux OP et paysans producteurs, pour faciliter les tâches des paysans ainsi que pour éviter les vols en termes de quantité.

2.2. Les indicateurs

Tableau n°IVX : Tableau des indicateurs

ENTITE	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATIONS	RESPONSABLE DE SUIVI
DRDR	<ul style="list-style-type: none"> - coordination - Signature et mise en œuvre de contrat DRDR-ACE - Appui conseil ACE 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunion ; - nombre des missions - Nombre des contrats élaborés. 	Rapport trimestriel, procès verbal, contrat physique.	COMITE CATF
AIOP	Application techniques	Intrants utilisés	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport suivi DRDR ; - Rapport ACE. 	CATF DRDR ACE
IMF	<ul style="list-style-type: none"> - Montage de dossier de financement ; - suivi : incidence utilisation des crédits ; - remboursement - contrat AIOP ; - Acceptation des dossiers IMF ; - Suivi technique et d'utilisation (intrant, vente). 	<ul style="list-style-type: none"> - nombre de dossier établis ; - volume de crédit alloué et bonifié - nombres des adhérents, bénéficiaires ; - nombre des contrats et missions ; - taux de remboursement ; - rapport d'activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport mensuel, trimestriel et campagne ; - Procès verbal de réunion, constat physique. 	COMITE DRDR

ENTITE	ACTIVITES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATIONS	RESPONSABLE DE SUIVI
ACE	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptation dossier IMF ; - conseil et appui AIOP - suivi technique et utilisation intrants, vente ; - contrat ACE-AIOP. 	<ul style="list-style-type: none"> - nombre des dossiers acceptés ; - nombres des bénéficiaires ; - Nombres des contrats et missions ; - quantité intrants ; - superficie concernée ; - rendement /Ha et production obtenue ; - nombre contrats en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport mensuels, trimestriel et campagne ; - procès verbal de réunion, constat physique. 	CATF DRDR
ODI	Livraison d'intrant	<ul style="list-style-type: none"> - quantité des intrants vendus ; - nombre AIOP. 	<ul style="list-style-type: none"> - rapport de vente ; - bon de livraison ; - rapport ACE. 	DRDR ACE

SECTION III : Les propositions d'amélioration

La pauvreté en milieu rural et l'agriculture sur brûlis ou « tavy » provoquent la disparition de la couverture forestière à Madagascar. Des dégâts irréversibles sont vérifiables à l'ensemble des ressources naturelles restantes. Il est certain que la pérennisation de la sécurité alimentaire et des revenus des paysans à travers la promotion de la riziculture constitue une des alternatives.

Les paysans détiennent les capitaux humains valorisables à la pratique de la riziculture. Mais, ils ne disposent pas le moyen financier nécessaire à l'investissement y afférent (achat des intrants agricoles pour l'intensification). De plus, la riziculture constitue un des éléments prioritaires du système de production agricole. Ces contraintes monétaires et alimentaires des populations limitent la professionnalisation des activités rizicoles dans la région du Vakinankaratra. En effet, le système de production rizicole n'est pas maîtrisé et la production est faible. Les productions issues de ce système sont devenues un peu coûteuses.

De cela, l'activité rizicole plutôt la riziculture irriguée constitue l'une des activités la plus importante des paysans du Vakinankaratra. Néanmoins, elle se heurte à des problèmes de non maîtrise de l'eau malgré l'effort déployé par l'Etat en matière de réhabilitation des périmètres irrigués. A titre d'exemple, sur les 104 197 ha de rizières cultivées, il n'y a que 30% qui ont la maîtrise de l'eau, et les 70% autres sont, soit pluviales, soit inondables. L'approvisionnement en intrants agricoles représente cependant une certaine contrainte : le prix, la quantité, la disponibilité à temps. L'agriculture constitue le premier secteur économique, source de devises par l'exportation. Mais actuellement, le problème concerne les semences ; les paysans ont encore l'habitude d'utiliser les semences traditionnelles à faible rendement.

Les paysans réalisent un résultat d'exploitation positif, à la fin du cycle de production, et auto-consomment une partie de leur production. Aussi, les enquêtes menées montrent une évolution progressive de la riziculture. Et la production rizicole, tout type mélangé, est estimée à 4 ,5 tonnes/Ha (Commune rurale de Betafo, 2009).

Dans la zone d'étude, la mécanisation des activités rizicoles n'est pas tout à fait à terme, la plupart des cultures sont un peu de subsistance et le problème des titres fonciers en existe. Alors que des opportunités techniques existent.

Pour faire face à ces différents problèmes et assurer le bon fonctionnement de l'activité rizicole et augmenter la capacité de la population rurale sur ce sujet, les propositions suivantes sont nécessaires en vue de mieux changer la vie rurale :

3.1. La bonne gouvernance :

Restauration d'un Etat de droit et d'une société bien gouvernée par la lutte contre la corruption qui:

- Développer et mettre à jour une stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- Renforcer le cadre légal de la lutte contre la corruption en élaborant des textes, lois, protocole d'accord et convention ;
- Mettre en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- Mettre à disposition des données mensuelles et d'une structure de suivi, d'évaluation et de régulation fiable pour la prise de décision en matière de gestion des ressources humaines ;
- Motivation des agents de l'Etat.

3.2. La sécurisation foncière :

En matière de sécurisation foncière, la politique gouvernementale tient une grande place pour augmenter la terre cultivable :

- Facilitation d'acquisition de la propriété foncière en milieu rural en établissant une politique viable conformément aux besoins et aux réalités des régions respectives.
- Réforme du secteur foncier conformément à la lettre de politique foncière ;
- Réviser les textes inadaptés en matière d'acquisition foncière ;
- Mise en œuvre des opérations d'immatriculation ;
- Il faudrait également démocratiser les informations sur la législation nationale foncière en vigueur et dans une élaboration concertée avec les paysans en cas de révision ;
- Relancer l'opération domaniale concentrée ;
- informatisation du système d'informations foncières et topographiques.
- mise en place d'une commission juridique d'intervention dans les conflits fonciers et formation des paysans en matière de droit.

3.3. Mise en place des partenariats avec les services agricoles ;

L'évolution du mode d'intervention des établissements de recherche et de vulgarisation est souvent due à l'influence, pour faire participer les producteurs au fonctionnement de leurs activités, il faut donc :

- Mis en accent sur les programmes de recherche-développement ou de recherche sur les systèmes de production ;
- L'adoption des méthodes de diagnostic participatif pour définir les véritables besoins des producteurs ;
- La décentralisation des établissements de recherche et de vulgarisation ;
- La mise en place de cadres de concertation entre chercheurs, agent de vulgarisation et organisations des producteurs ;
- L'adoption de mesures qui incitent les chercheurs à se mettre davantage à l'écoute des producteurs et de leurs organisations, et à répondre promptement à leur demande.

3.4. Appuis aux organisations paysannes et producteurs:

Pour que les organisations paysannes et producteurs soient autonomes, il faut donc :

- Faire en sorte que toutes les OP ou producteurs aient le même accès à l'aide, dès lors qu'elles satisfont aux critères de financement ;
- Accepter les limites et les spécificités des OP, et travailler avec elles à leur rythme ;
- Décider conjointement des appuis à fournir, en tenant compte du propre programme des OP ;
- Aider les OP ou producteurs qu'elles ont choisi, en tenant compte de leur capacité de travail ;
- L'assistance fournie doit être garantie et ne pas dépendre de celle offerte par l'Etat et les institutions d'aide ;
- Laisser aux OP ou aux producteurs de décider des organisations à les aider et des capacités à renforcer, sur la base de règles et de critères arrêtés d'un commun accord avec les autorités et les bailleurs de fonds ;
- Renforcer les capacités des dirigeants pour une meilleure utilisation des méthodes de gestion et des outils de planification ;

- Veiller à ce que les OP ou producteurs reçoivent une aide pour fournir les services en vue desquels elles ont été créées, et contribuer parallèlement à un renforcement général des capacités et des institutions.

3.5. Les semences améliorées et apport en engrais :

Les semences améliorées sont chères et rares, et pour l'engrais, c'est très cher et l'approvisionnement n'est pas régulier, face à ces situations :

- Il faut mettre en place un système pérenne et stable d'approvisionnement à temps d'intrants rizicoles ;
- Prix abordable ;
- Bénéfices au crédit d'intrants agricoles ;
- exonération des taxes sur les intrants agricoles ;
- Mesure de proximité ;
- Disponibilité d'intrants pendant la préparation de la campagne rizicole ;
- Sensibilisation et encadrement technique sur l'utilisation de semences améliorées ;
- Il faut mettre en place un système de proximité et de financement d'engrais à prix abordable.

3.6. La mécanisation agricole

Pour relancer la mécanisation agricole qui contribue à l'augmentation de la productivité agricole de la superficie cultivée et d'atteindre la croissance économique dans la région. La région doit donc :

- Développer l'accès à l'information stratégique par l'accès aux technologies de l'information et de la communication ;
- Faciliter l'accès des producteurs aux matériels agricoles adéquates selon la taille de l'exploitation, dans ce cas, le prix est accessible aux producteurs ;
- Développer la recherche et la vulgarisation sur les matériels adaptés pour la riziculture en particulier et l'exploitation sur le tanety ;
- Renforcer les capacités des acteurs respectifs en matière de mécanisation rizicole (utilisateur, entrepreneur, concessionnaire).

3.7. Offre de formation :

Le concept de la formation dans l'action est présenté comme un moyen efficace de valorisation des formations octroyées, cette valorisation n'étant pas systématique, et alors nous proposons :

- éducation des militants dans la prise de responsabilité au processus d'auto développement ;
- voyages d'études et d'échanges d'expériences entre paysans de différents villages, communes et de différentes régions ;
- formation continue des militants satisfaisant à leurs besoins de développement dont notamment en matière de gestion, communication, alimentation équilibrée ;
- formation de leadership au niveau du Ministère de l'agriculture pour une meilleure sensibilisation du milieu rural au développement ;
- dialoguer avec les instances gouvernementales en ce qui concerne les problèmes du monde rural malgache tels que la professionnalisation de l'agriculture et crédit rural, et la sécurisation foncière, des tâches que l'Etat doit assurer dans le secteur agricole.
- former les paysans dans le domaine de technologies appropriées notamment aux responsables des organisations paysannes,
- Appuyer les paysans à l'établissement d'un mode participatif de gestion des conflits d'eaux ;
- Abandon total de la méthode de sensibilisation par promesse de financement de projets.

3.8. Pour le changement de comportement des paysans ;

- Réduire ou rendre constant l'effectif des ménages, à 3 ou 4 enfants, par l'intégration des méthodes contraceptives afin de diminuer les charges et dépenses annuelles familiales.
- Scolariser les enfants d'au moins jusqu'à la fin de la classe primaire (5 ans d'études) ;
- Organiser des campagnes massives d'alphabétisation des adultes et sanctionné par des certificats (formation andragogie) ;
- Intégrer l'approche genre dans le processus de vulgarisation de la riziculture.
- Adapter les actions de professionnalisation de la riziculture aux traditions des Merina.

3.9. Recours au crédit agricole ;

Puisque les paysans détiennent les capitaux humains valorisables à la pratique de la riziculture or qu'ils ne disposent pas le moyen financier nécessaire à l'investissement y afférent, achat des intrants agricoles pour l'intensification. Alors il faut:

- Alléger les procédures d'accès aux crédits ;
- Assurer un accès commode et égal de tous les exploitants au crédit rural ;
- Satisfaire les besoins de financement du monde rural aussi bien que les besoins productifs et économiques que les besoins sociaux ;
- Diversification des systèmes et instruments financiers pour satisfaire les besoins variés des producteurs situés dans des conditions agro-écologiques et socio-économiques différentes ;
- Amélioration de l'organisation et des méthodes d'intervention des institutions financières en milieu rural ;
- Soutien aux institutions financières dans leur recherche de capital-risque pour le financement des petits exploitants ;
- Promotion de système mutualiste d'épargne et de crédit ou d'autres systèmes alternatifs pour les producteurs non éligibles aux crédits bancaires ;
- Il est encore souvent nécessaire d'intégrer des interventions relatives au crédit agricole dans le projet de développement pour aider les paysans à se procurer les moyens de production qu'ils ne pourraient, si non, acquérir, avec leurs seules ressources monétaires.

CONCLUSION

Le développement rural est l'une des politiques gouvernementale pour réduire la pauvreté. La production rizicole est l'activité primordiale pour les paysans car le riz est l'alimentation de base pour la grande partie de la population malgache ; la professionnalisation des activités rizicoles entraine l'amélioration du revenu de la population rurale. Par conséquent, la majorité des agriculteurs malgaches cultivent du riz. Le développement de la production rizicole est la responsabilité de tous, c'est-à-dire du niveau national jusqu'au niveau communal.

Pour sa réalisation, plusieurs organismes publics et privés entreprennent des activités concernant le développement de cette production avec les organes de chaque hiérarchie qui applique la vulgarisation, la formation et la sensibilisation adaptées au monde rural. La DRDR est l'un de ces organismes qui participe à la promotion de cette production en faisant suivre des stratégies et les appuis techniques.

Nos analyses, technique, économique et organisationnelle nous ont montré les différentes potentialités liées à la région, à la présence de nombreux organismes (comme le CFAMA, CAF, FIFAMANOR,...) ou encore la très grande volonté des agriculteurs enquêtés pour la formation de groupement ou d'association. Ce qui est pour nous un bon développement rural.

La polarisation sur des problèmes essentiellement techniques est aux dépens de la mise en œuvre de la mécanisation. Par intégration de cette mécanisation dans le système de production, ce système mécanisé est viable, rentable même si les coûts élémentaires des matériels sont élevés.

Pour mieux saisir la professionnalisation paysanne dans la région de Vakinankaratra à forte potentialité agricole, les instruments utilisés ont pour effet de mettre en valeur les activités rizicoles pour sortir de l'économie de subsistance et afin d'atteindre l'économie du marché. La technique culturale apporte déjà un accroissement des produits vu les résultats des trois dernières années. L'augmentation de production rizicole et le revenu agricole entraine un effet d'entraînement sur la croissance économique.

A partir de ce développement, les paysans sont tous presque professionnel à travers les formations et les techniques acquises avec les différents organismes existants. Pour mieux

actualiser cette professionnalisation paysanne, l'Etat, les organismes publics, et privés ainsi que les paysans cibles doivent tous se concentrer à des activités qui leur conviennent par ; la facilitation aux intrants agricoles, l'organisation de travail humain ainsi que l'introduction de la mécanisation agricole, la politique de la sécurisation foncière, le suivi et encadrement en matière de formation paysanne et enfin la renforcement du service de la promotion à l'agribusiness ainsi que le service de l'agriculture qui vont résoudre les divers problèmes qui risquent et encourent la vie de la population rurale. Et enfin, le PIB par habitant de Madagascar atteint les 400 dollars et l'on obtient la croissance forte et durable du secteur à rythme moyen de 4%.

Compte tenu des avantages obtenus, il est ainsi inciter la professionnalisation de la productivité rizicole à Madagascar. Est-il facile de la concrétiser ?

BIBLIOGRAPHIE

I- OUVRAGE GENERAUX

- 📖 - BREMOND Jeanine et GELEAN Alain, « Dictionnaire Economique et social », 4^{ème} édition HATIER, Paris 1990, 419 pages
- 📖 - LE VASSEUR Emile, « Cours d'économie rurale, Hachette et Cie 1867 », 29 Nov 2007, 344 pages
- 📖- MAURY Réne, JACQUES Guin « Economie politique », Edition 1996, 179 pages
- 📖 - MEDART Lebot et DENIS Pesche «Campagnes en mouvement : un siècle d'organisation paysannes en France », éditions Charles Léopold Mayer, 1998, 121pages.
- 📖- MAYER Jacques & BONNEFOND Robert, les rizicultures paysannes, les Presses de Muray-Print, Paris, Novembre 1973, 213 pages

II- DOCUMENTS ET PERIODIQUES

- 📖- BERTOME Jacques, JACQUES mercoiret, « planification du développement local », Imprimerie Darantière en 1992, 344 pages.
- 📖- CFAMA : MATERIEL AGRICOLE 1986 « prix et caractéristique », 69pages.
- 📖- DJETODJIDE KANAYO Fidèle Démarches de professionnalisation de l'agriculture, Séminaire de Cotonou, Benin 4-7 Juin 1996.
- 📖- DRDR : Formation en Matière Agribusiness et Marketing N° 67-Doc 07,19pages.
- 📖- DRDR : Politique régionale sur l'agriculture, l'élevage et la pêche Décembre 2004, 37pages.
- 📖- DRDR : Réseau observatoire Ruraux Madagascar- Fiches signalétiques 2000.
- 📖- Etude diagnostique des capacités et des performances des organisations paysannes à Madagascar – Rapport de synthèse 2004 ECRU 5, 92pages.
- 📖- MERCOIRET Marie-Rose « Appui a l'organisation du monde rural, recueil de fiches agridoc », juin 2004, 244 pages.
- 📖- MIACHON Joris: RAPPORT DE STAGE du 29 Septembre au 24 Octobre 2008,33pages.
- 📖- RASSIAT .J : MACHINISME AGRIOLE TROPICAL n°84 OCT- DEC 1983 MACH 6, 109 pages.

III- SUPPORTS PEDAGOGIQUES : département d'économie

📖-KASAVE Raymond : Micro-économie, 2005, 1^{er} année

📖-RANDRIAMAHEFA Gabriel : Economie descriptive, 2005, 1^{er} année

📖-RATOVOSON Seth : Economie Rurale, 2007, 3^{ème} année

📖-ROLAND Modongy: Economie de développement, 2007, 3^{ème} année

IV– SITE WEB: 2011

www.agriculture.gov.mg/pdf/doc-9-SEHMPO-typo-riz-pdf

www.instat.mg/index.php

www.maep.gov.mg

www.map.gov.mg

www.rapidresults.org/.../DOCUMENT STRATEGIE-DE-REDUCTION-DE-PAUVRETE

ANNEXES

Annexe I : RAPPORT SYNTHETIQUE D'ACTIVITES

Enquêteur :

Date de remplissage:...../...../.....

District :

Commune:

Village:

.....

Distance par rapport au chef lieu de commune:.....km

1. IDENTITE DE L'OP

1.1 Nom de l'OP :

1.2 Date de création :/...../.....

1.3 Date de démarrage de collaboration avec FERT

1.4 Objectif de l'OP :

.....
.....
.....
.....

1.5 Structure d'appui pour la mise en place de l'OP

1.6 Légalisation OP : (*)

€ Pas de légalisation :

€ Légalisation niveau commune

€ Légalisation niveau région

€ Légalisation niveau district

Date de légalisation :...../...../.....,

N° récépissé :

.....

1.7 Affiliation de l'OP ou membres à une structure faîtière (*) :

€ Non

€ Oui,

laquelle:.....

2. MEMBRES DE L'OP

2.1 Nombre des membres :..... - lors de la création: - Actuel:

2.2 Nombre de femmes :..... - lors de la création: - Actuel:

3. ACTIVITES

Activités (par filière)	Partenaires	Description	Date de démarrage

4. INFRASTRUCTURES ET MATERIELS COMMUNS DE L'OP :

Type de Matériels ou Infrastructures	Etat matériel	Mode d'obtention (donation...)	Modalités d'utilisation (location, gratuité,...)	Valeur
Valeur Total				

5. OUTILS DE GESTION DE L'OP :

Existence d'un chronogramme d'activités de l'OP ou PTA 2009 (*) € Non € Oui : utilisé / non utilisé

Système de suivi de la réalisation du

PTA :

AG tenues en 2009:

Date des AG	Degré d'implication des membres (en %)

Existence d'un cahier de PV de OP (*) € Non € Oui : utilisé / non utilisé

Cahier de cotisation / adhésion des membres de l'OP (*) € Non € Oui : utilisé / non utilisé

Existence de budget 2009 : € Non

€ Oui, origine :

montant :Ar

Nom de l'OPR : Nom de l'enquêteur : Date de remplissage :

Route n°1 : gestion administrative & financière transparente & autonome

CAPACITE DE L'OPR A TENIR UNE COMPTABILITE

L'OPR utilise un cahier de caisse :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas à jour	<input type="checkbox"/> Oui et à jour
L'OPR utilise un cahier de banque :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas à jour	<input type="checkbox"/> Oui et à jour
L'OPR utilise une comptabilité en partie double :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais mal maîtrisée	<input type="checkbox"/> Oui et bien maîtrisée
L'OPR présente un compte de résultat et un bilan :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas équilibré	<input type="checkbox"/> Oui et équilibré
L'OPR effectue un audit interne :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas diffusé	<input type="checkbox"/> Oui et diffusé
L'OPR effectue un audit externe :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas diffusé	<input type="checkbox"/> Oui et diffusé

CAPACITE DE GESTION DE L'OPR

L'OPR présente un budget prévisionnel :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais mal estimé ou pas équilibré	<input type="checkbox"/> Oui et bien estimé
L'OPR présente un plan de trésorerie :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais inefficace (difficultés de trésorerie)	<input type="checkbox"/> Oui et efficace (pas de difficulté de trésorerie)
L'OPR présente un manuel des procédures :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas à jour ou pas utilisé	<input type="checkbox"/> Oui, utilisé et à jour
L'OPR dispose d'un inventaire des biens :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas à jour	<input type="checkbox"/> Oui et à jour

CAPACITE DE L'OPR A RENDRE COMPTE A SES MEMBRES

L'AG de l'OPR connaît ses comptes	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais beaucoup ne les comprennent pas	<input type="checkbox"/> Oui et la plupart les comprennent
L'OPR dispose d'outils d'explication des comptes à ses membres	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais seulement pour les élus	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les membres

Priorités d'accompagnement identifiées par l'OPR:

Route n°2 : connaissance de son environnement & mise en réseau

L'OPR démarche elle-même de nouveaux partenaires :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas abouties	<input type="checkbox"/> Oui et abouties
- Opérateurs économiques	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas abouties	<input type="checkbox"/> Oui et abouties
- Partenaires techniques autres Bailleurs	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas abouties	<input type="checkbox"/> Oui et abouties
- Institutions Financières	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas abouties	<input type="checkbox"/> Oui et abouties
L'OPR se fait connaître via des médias (émissions radio, articles dans des journaux...)	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais ponctuellement	<input type="checkbox"/> Oui et régulièrement
L'OPR travaille avec d'autres OPR	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais ponctuellement	<input type="checkbox"/> Oui et régulièrement
L'OPR travaille avec les services techniques de l'Etat	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui subi	<input type="checkbox"/> Oui suivant demande l'OP
Nombre de thèmes sur lesquels l'OPR travaille avec SOA (Miel, Regard Paysan, foncier...) ou autres OPF (préciser)	Nombre :		
L'OPR connaît les acteurs de son environnement	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Les cite	<input type="checkbox"/> Les décrit
Les membres de l'OPR connaissent les dispositifs en place (CSA)	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Les connaissent	<input type="checkbox"/> Les connaissent et s'y impliquent

Priorités d'accompagnement identifiées par l'OPR:

Par qui ?

Route n°3 : Vision de l'OPR & leadership			
L'OPR a rédigé son Projet Professionnel (PP)	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas finalisé	<input type="checkbox"/> Oui, finalisé
L'OPR a élaboré son projet professionnel en concertation avec ses membres	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais les membres ne le connaissent pas	<input type="checkbox"/> Oui et les membres le connaissent
L'OPR présente son Plan de Travail Annuel (PTA)	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas utilisé	<input type="checkbox"/> Oui, utilisé
Le PTA est élaboré à partir du PP	<input type="checkbox"/> Non		<input type="checkbox"/> Oui
L'OPR dispose d'outils de suivi-évaluation des activités prévues dans le PTA	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais non utilisés	<input type="checkbox"/> Oui et utilisés
Priorités d'accompagnement identifiées par l'OPR:			Par qui ?

Route n°4 : vie associative & services rendus aux membres			
GESTION DE LA VIE ASSOCIATIVE			
L'OPR dispose de statuts et d'un règlement intérieur	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Existe mais perdu	<input type="checkbox"/> Présenté
Les statuts et le règlement intérieur de l'OPR sont respectés, ex : - code électoral (chorum...) - fréquence de renouvellement des élus - participation aux réunions statutaires	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Partiellement	<input type="checkbox"/> Oui
Des comptes-rendus/PV sont élaborés après chaque réunion	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Pas à chaque fois ou incomplets	<input type="checkbox"/> Oui
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES			
L'OPR gère elle-même son personnel :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Pas pour tous les aspects	<input type="checkbox"/> Oui
L'OPR dispose d'outils de gestion du personnel (profil de poste, contrat de travail, lettres de mission, ...) :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Pas utilisés	<input type="checkbox"/> Oui
L'OPR dispose d'outils pour suivre le travail de son personnel (fiches d'objectifs, d'évaluation...) :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais ne les utilise pas	<input type="checkbox"/> Oui et les utilise
L'OPR respecte le droit malgache pour ses salariés (inspection du travail, CNAPS, congés etc):	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> En partie seulement	<input type="checkbox"/> Oui
Les salariés rendent des comptes aux élus :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais de façon informelle	<input type="checkbox"/> Oui de façon formelle
DEGRE D'IMPLICATION DES MEMBRES			
Le nombre de membres de l'OPR est connu et mis à jour régulièrement	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Existence de listes mais pas à jour, nombre estimé :	<input type="checkbox"/> Oui, nombre :
Le nombre de membres de l'OPR évolue	<input type="checkbox"/> Diminue	<input type="checkbox"/> Reste stable	<input type="checkbox"/> Augmente
Les membres de l'OPR participent aux réunions organisées	<input type="checkbox"/> Peu (très inférieur à 50%)	<input type="checkbox"/> Moyennement (environ 50%)	<input type="checkbox"/> Massivement (plus de 50%)
Pourcentage des membres déclarés par l'OPR qui sont à jour de leur cotisation	Pourcentage :		
Les élus de l'OPR et les membres de base communiquent	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Dans un seul sens	<input type="checkbox"/> Dans les deux sens
SERVICES DE L'OPR A SES MEMBRES			
L'OPR offre à ses membres des services :			
- de représentation et défense de leurs intérêts	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Peu satisfaisant	<input type="checkbox"/> Satisfaisant la majorité
- de vulgarisation / appui à la production	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Peu satisfaisant	<input type="checkbox"/> Satisfaisant la majorité
- économiques	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Peu satisfaisant	<input type="checkbox"/> Satisfaisant la majorité
- de formation	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Peu satisfaisant	<input type="checkbox"/> Satisfaisant la majorité
- d'information	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Peu satisfaisant	<input type="checkbox"/> Satisfaisant la majorité
Priorités d'accompagnement identifiées par l'OPR:			Par qui ?

Route n°5 : mobilisation financière

Les activités de l'OPR sont financées par :	Année précédente (réalisation)	Année en cours (prévision)
1. Ressources de l'OPR	Pourcentage :	Pourcentage :
- Dotation Aropa-Afdi à l'OPR	Pourcentage :	Pourcentage :
- Fonds propres	Pourcentage :	Pourcentage :
- Autres bailleurs	Pourcentage :	Pourcentage :
2. Activités prises en charge par DRDR	Pourcentage :	Pourcentage :

Seulement pour les OPR

Relation partenariale OPR

Les membres de l'OPR communiquent avec les professionnels	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Dans un seul sens	<input type="checkbox"/> Dans les deux sens
Les salariés de l'OPR communiquent avec les animateurs	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Dans un seul sens	<input type="checkbox"/> Dans les deux sens
L'OPR rédige les termes de références des expertises ou des missions de suivi	<input type="checkbox"/> Jamais	<input type="checkbox"/> Parfois	<input type="checkbox"/> Toujours
L'OPR participe au choix des missionnaires	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Seulement pour mission Sud Nord (S/N)	<input type="checkbox"/> Oui pour toutes les missions N/S et S/N
L'OPR diffuse les comptes rendus des missions S/N et N/S aux membres	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas expliqués	<input type="checkbox"/> Oui et expliqués
Il existe une convention écrite du partenariat entre l'OPR et Afdi	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais non respectée	<input type="checkbox"/> Oui
L'OPR rédige un compte rendu technique et financier régulier	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui mais pas régulier	<input type="checkbox"/> Oui

- ⇒ Une copie sera transmise aux responsables de l'appui OPR du DRDR (version papier et version électronique);
- ⇒ L'original de la grille d'enquête est conservé par l'OPR ou retourné au plus tôt à celle-ci.

Nom et signature de l'enquêteur :

Nom et signature de la personne enquêtée pour l'OPR :

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°I : Présentation de la région Vakinankaratra	13
Tableau n°II : Présentation du taniketsa et les semences qui lui conviennent pour le SRI :	36
Tableau n°III : Présentation du Taniketsa et les semences qui lui convient en SRA :	39
3.3. Tableau n°IV : Superficie total en riziculture.....	42
3.1. Tableau n°V : production rizicole (1 ^{er} saison).....	43
Figure n°IV : Présentation de la production rizicole (1 ^{er} saison)	43
3.2. Tableau n°VI : production rizicole (2 nd saison).....	44
Figure n°VI : Présentation de la production rizicole (2 nd saison)	44
tableau n°VII: organisation paysanne et crédit agricole.....	52
Tableau n°VIII : les différentes machines les plus utilisées à Vakinankaratra	61
Tableau n° IX : Travail effectué : Labour.....	63
Tableau n°X : Récapitulation du coût de travail pour différentes machines pour 1ha/jour.....	63
Tableau n°XI : Récapitulation de la différence de la qualité et le temps de chaque machine pour une surface d'un ha	64
Tableau n°XII : Rapport entre surface et machines utilisées.....	65
Tableau n°XII : La sécurisation foncière.....	67
Tableau n°XIII : production rizicole	77
Tableau n°IVX : Tableau des indicateurs	82

LISTE DES FIGURES

Figure n°I : présentation de la carte administrative de la région du vakinankaratra.....	14
Figure n°II : Organigramme de la DRDR du Vakinankaratra	25
Figure n°III : Présentation de la surface riziculture totale;	42
Figure n°IV : Présentation de la production rizicole (2 nd saison).....	44
Figure n° V : Organisation de la gestion de l'OACI	56
Figure n°VI : Schéma d'un effet de multiplicateur	73
Figure n°VII : Présentation de la production rizicole.....	78

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	1
REMERCIEMENTS.....	3
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	5
GLOSSAIRE	7
INTRODUCTION.....	9
PARTIE I :.....	11
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CADRE D'ÉTUDE ET SITUATION RIZICOLE	
ACTUELLE DANS LA RÉGION DU VAKINANKARATRA.....	11
CHAPITRE 1 : PRÉSENTATION DE LA RÉGION DE VAKINANKARATRA	13
SECTION 1 : Présentation de la région de Vakinankaratra	13
1.1. Sa constitution.....	13
1.2. Situation géographique	14
1.3. Le milieu physique.....	14
SECTION II : Les Atouts et les faiblesses	15
2.1. Les atouts.....	15
2.1.1. Les Potentialités agricoles	15
2.1.2.. Les autres activités de la région	17
2.1.3. Ville touristique	17
2.2. Les faiblesses	18
2.2.1. Sur la production	18
2.2.2. Sur la répartition démographique.....	19
2.2.3. Concernant les voies.....	19
2.2.4. Les Autres faiblesses.....	19
2.3. La limitation des facteurs de production:	20
2.3.1. La limitation des facteurs de production :.....	20
SECTION III : La présentation de la Direction Régionale Développement Rural	23
3.1 : Historique et missions	23
3.1.1. Historique	23
3.2. Les missions et les objectifs.....	24
3.2.2. Les objectifs	24
3.3. Structure organisationnelle et répartition de tâches.....	24
3.3.1. Organigramme de la Direction Régionale du Développement Rural	24
3.3. 2.La politique et l'orientation	25
3.3.3. Les fonctions de la DRDR dans la production rizicole	27
3.3.4. La liaison avec les autres organismes.....	27
CHAPITRE II : LA SITUATION DES ACTIVITES RIZICOLES ACTUELLES.....	28
SECTION I : Les activités rizicoles, base de l'agriculture.....	28
1.1. Description de la filière riz.....	28
1.2. Importance de cette filière	28
1.3. Le milieu naturel.....	29
1.4. Le climat	29
1.5. Les sols.....	30
1.5.1. La fertilité.....	30
1.5.2. Le sol à riz aquatique	30
1.5.3. Le sol à riz pluvial.....	30

1.6. L'eau	30
1.7. Les semences.....	30
1.8. Les matériaux	31
SECTION II : L'encadrement des activités rizicoles	31
2.1. L'encadrement rizicole dans le Vakinankaratra	31
2.1.1. Le domaine d'intervention	31
a. La production.....	31
b. Recherche/ Vulgarisation	32
c. La Formation	32
d. La Finance rurale	32
2.1.2. Les structures et les modes d'organisation	33
a. Les structures de production.....	33
b. Les structures d'appui	33
c- Les structures de commercialisation	34
2.2. Les stratégies et les résultats attendus	35
2.2.1. Les stratégies et moyens utilisés par la DRDR.....	35
2.2.2. Les techniques diffusées	35
a- La riziculture irriguée.....	35
b- Riziculture pluviale	41
SECTION III : La réalisation et la situation riziculture campagne 2007-2009	42
3.1. Tableau n°IV : Superficie total en riziculture.....	42
PARTIE II :	
LES ACTIVITÉS RIZICOLES DANS LA RÉGION DU VAKINANKARATRA ET SA	
PROFESSIONNALISATION	47
CHAPITRE I : LES ACTIONS ET IMPACTS A LA PROFESSIONNALISATION DES	
ACTIVITES RIZICOLES.....	49
SECTION 1 : les perspectives	49
1.1. Définition de la professionnalisation.....	49
1.2. Les réalités actuelles.....	49
SECTION II : Les actions à la professionnalisation des activités rizicoles	50
2.1. Les instruments pour la réalisation	50
2.1.1. La mise en place des partenariats	50
a. L'organisation des paysans en coopérative.....	50
Tableau n°VII: organisation paysanne et crédit agricole	52
b. Organisation de travail en agriculture.....	53
c. Partage des tâches entre DRDR et organisation paysanne	54
2.2. Appui des paysans par l'Opération d'Appui au Crédit Intrant (OACI)	54
2.2.1. Définition.....	55
2.2.2. But de cette opération	55
2.2.3. Organisation de la gestion de l'OACI.....	55
Figure n° V : Organisation de la gestion de l'OACI.....	56
2.2.4. Fonctions et attributions	56
2.2.5. De l'opération.....	58
2.3. Participation des producteurs au développement technologique	59
2.3.1. Mécanisation rizicole :	59
Tableau n°VIII : les différentes machines les plus utilisées à Vakinankaratra	61
Tableau n° IX : Travail effectué : Labour.....	63
Tableau n°X : Récapitulation du coût de travail pour différentes machines pour 1ha/jour.	63
Tableau n°XI : Récapitulation de la différence de la qualité et le temps de chaque machine pour une surface d'un ha	64
Tableau n°XII : Rapport entre surface et machines utilisées.	65

2.3.2. Le renforcement de vulgarisation :	65
2.3.3. La sécurisation foncière.....	65
Tableau n°XII : La sécurisation foncière.....	67
2.3.4. Le financement.....	68
SECTION III : Incidences de la professionnalisation des activités paysannes sur le développement rizicole.....	68
3.1. Les incidences socio-culturelles	68
3.1.1. Les effets attendus	68
a. Les effets sur le Revenu	69
b. L'effet sur la consommation.....	69
c. L'effet sur l'épargne.....	69
d. L'effet social.....	70
3.1.2. Les risques	70
3.2. Les incidences économiques	70
3.2.1. Les effets attendus	70
a. Les rendements croissants	70
b. La création d'emplois	71
c. La croissance économique.....	71
d. Accès au marché.....	74
3.2.2. Les risques	74
3.3. La politique de la région et les objectifs d'encadrement de la filière riz	74
3.3.1. La politique de la région	74
3.3.2. Perspective et objectifs des environnements sur la filière riz	76
3.3.3. Les objectifs.....	76
2.4.4. Les grands axes d'action.....	76
2.4.5. Réalisation de production rizicole en cours de professionnalisation campagne 2010.....	77
Tableau n°XIII : production rizicole 2010.....	77
CHAPITRE II: ANALYSE ET LES PROPOSITIONS D'AMELIORATION.....	79
Section I : Analyse de la problématique.....	79
1.1. L'analyse	79
1.1.1. L'analyse externe.....	79
a) Les opportunités.....	79
b) Les contraintes	79
1.1.2. L'analyse interne	79
a) Les forces	79
b) Les faiblesses.....	80
1.2. Les impacts	81
Section 2 : Les stratégies et indicateurs.....	81
2.1. Les stratégies	81
2.2. Les indicateurs.....	82
Tableau n°IVX : Tableau des indicateurs	82
SECTION III : Les propositions d'amélioration	84
CONCLUSION	90
BIBLIOGRAPHIE.....	92
LISTE DES TABLEAUX.....	100